

**CONCOURS SUR ÉPREUVES D'ADMISSION
DANS LE CORPS DES OFFICIERS DE LA
GENDARMERIE NATIONALE**

Ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme ou titre conférant le grade de master ou d'un diplôme ou titre homologué ou enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au niveau I de la nomenclature française ou au moins de niveau 7 de la nomenclature européenne

ouvert aux fonctionnaires civils de l'État, des collectivités territoriales, d'un établissement public ou d'un organisme international comptant au moins cinq ans de service dans un corps de catégorie A ou assimilé

- OG UNIV -

- OG CAT. A -

SESSION 2023

ÉPREUVE DE SYNTHÈSE DE DOSSIER

(Durée : 04 heure – Coefficient : 05 – Note éliminatoire < 05/20)

*La note de synthèse est construite selon un plan classique : introduction, développement, conclusion.
Elle est entièrement rédigée. Seules les grandes parties peuvent éventuellement être précédées d'un titre.*

Elle doit être objective, dénuée d'appréciation personnelle.

*Le candidat doit rédiger en 600 mots (tolérance + 10%) une note de synthèse claire, précise et concise.
Le dépassement du nombre de mots imposé pour la rédaction génère une pénalité fixée dans le tableau ci-dessous :*

NOMBRE DE MOTS ÉCRITS PAR LE CANDIDAT	PÉNALITÉ CORRESPONDANTE
Rédaction de 661 à 670 mots	Moins 1 point
Rédaction de 671 à 680 mots	Moins 2 points
Rédaction de 681 à 690 mots	Moins 3 points
Rédaction de 691 à 700 mots	Moins 4 points
Rédaction de plus de 700 mots	Moins 10 points

« La décroissance »

SOMMAIRE			
Pièce	Titre	Nombre de pages	Index
1	« Il y a cinquante ans, le rapport Meadows abattait le mythe de la croissance infinie » - Gérard Vindt – Alternatives économiques, le 26 juillet 2022 https://www.alternatives-economiques.fr/y-a-cinquante-ans-rapport-meadows-abattait-mythe-de-croissance-infi/00104077	2	3
2	« L'article à lire pour tout comprendre à la décroissance, prônée par certains candidats à la primaire écologiste » - Mathilde Goupil – Franceinfo, le 03 septembre 2021 https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/l-article-a-lire-pour-tout-comprendre-a-la-decroissance-pronee-par-certains-candidats-a-la-primaire-ecologiste_4747435.html	4	5
3	« La décroissance : une utopie ? » - Olivia Montel – La Documentation française - Cahiers français n°401, Novembre-Décembre 2017 https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/fiche_produit/pdf/3303330404010_EX.pdf	9	9
4	« Progression du Jour du Dépassement de la Terre au fil des années » - Earth Overshoot Day – National Footprint and Biocapacity Accounts, édition 2022 https://www.overshootday.org/newsroom/dates-jour-depassement-terre/	2	18
5	« Le GIEC ouvre la voie d'une décroissance soutenable et conviviale » - Timothée Parrique – L'OBS, le 30 avril 2022 https://www.nouvelobs.com/idees/20220430.OBS57849/le-giec-ouvre-la-voie-d-une-decroissance-soutenable-et-conviviale-par-timothee-parrique.html	2	20
6	« Une société de décroissance est-elle souhaitable ? » - Serge Latouche – Persée, Revue juridique de l'environnement, n°2, 2015, pp. 208-210 https://www.persee.fr/doc/rjenv_0397-0299_2015_num_40_2_6697	2	22
7	Extrait de la « Réponse du Président de la République aux membres de la Convention citoyenne pour le climat » - Emmanuel Macron – Élysée, le 29 juin 2020 https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-15714-fr.pdf	3	24
8	« COP 27 : « la décroissance n'est pas une option, misons plutôt sur la croissance durable » » - interviews d'Antoine Buéno par Raphaël Pinault – Figaro Vox le 22 novembre 2022 https://www.lefigaro.fr/vox/societe/cop27-plutot-que-la-decroissance-mortifere-misons-sur-la-croissance-durable-20221121	3	27
9	« Non à la décroissance, mais oui à la croissance verte, pour notre économie » - Marc Touati – Capital, le 20 juin 2020 https://www.capital.fr/entreprises-marches/non-a-la-decroissance-mais-oui-a-la-croissance-verte-pour-notre-economie-1373204	3	30
10	« Du rapport Meadows à Pablo Servigne : la lente apparition du thème de l'effondrement » - Salomé Bonneyrat – Marianne, le 10 novembre 2021 https://www.marianne.net/agora/du-rapport-meadows-a-pablo-servigne-la-lente-apparition-du-theme-de-leffondrement	2	33
11	« Faire moins d'enfants pour sauver la planète : itinéraire d'une thèse vivace » - Edouard de Mareschal – Le Figaro, le 09 octobre 2018 https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/10/09/01016-20181009ARTFIG00332-faire-moins-d-enfants-pour-sauver-la-planete-itineraire-d-une-these-vivace.php	2	35
12	« Accepter que la liberté s'arrête là où commence la planète » - Charlotte Belaïch – Libération, le 02 avril 2019 https://www.liberation.fr/planete/2019/04/02/accepter-que-la-liberte-s-arrete-la-ou-commence-la-planete_1718968/	3	37
TOTAL		39	

Il y a cinquante ans, le rapport Meadows abattait le mythe de la croissance infinie

26 Juillet 2022

En alertant sur la situation inquiétante pour l'avenir de l'humanité et en appelant à des politiques volontaristes pour assurer le bien-être de tous, *Les limites à la croissance* a fait l'effet d'une bombe en 1972.



Jorgen Randers, Donella Meadows, Dennis Meadows et William Behrens avec Jay Forrester (2e à gauche).

Par Gérard Vindt

Avant même que survienne le premier choc pétrolier de 1973, bien avant que l'impact dramatique de l'activité humaine sur les écosystèmes et sur le climat soit devenu un sujet de préoccupation majeur, la publication du rapport Meadows à New York en mars 1972 fait grand bruit. Il est rédigé par quatre chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) spécialistes de la dynamique des systèmes, Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers et William Behrens, qui présentent les résultats d'une recherche réalisée par 17 scientifiques de six pays (surtout des Etats-Unis, mais aussi d'Allemagne, d'Inde, d'Iran, de Norvège et de Turquie) sous la direction de Dennis Meadows, alors âgé de 30 ans.

Commandé par le Club de Rome (un *think tank* d'industriels, de scientifiques, de hauts fonctionnaires internationaux), ce rapport donne une base scientifique aux inquiétudes liées à l'évolution incontrôlée de cinq paramètres déterminants pour l'avenir de l'humanité : l'accélération de l'industrialisation, la croissance de la population, l'extension de la malnutrition, la réduction des ressources non renouvelables et la détérioration de l'environnement.

Les multiples limites à la croissance

Partant du constat chiffré de la croissance exponentielle de ces différentes variables, les chercheurs étudient les limites pour chacune d'entre elles. En faisant tourner sur ordinateur un modèle mis au point par Jay Forrester pour étudier les variations des cinq paramètres et leurs interactions, ils formulent plusieurs scénarios : tous, à plus ou moins long terme, finissent par se heurter à des limites qui stoppent les processus de croissance.

Dans le scénario « standard », sans changement majeur dans le système actuel, la croissance de la population et de la production industrielle sera certainement stoppée au plus tard pendant le XXI^e siècle par manque de ressources. Si l'on admet que la durée des ressources disponibles est doublée, dans ce cas, la première limite atteinte sera celle de la pollution, causée par un dépassement de la capacité d'absorption de l'environnement, entraînant hausse de la mortalité et carences alimentaires.

Même dans le scénario le plus « optimiste » supposant des ressources illimitées, un contrôle de la pollution, une croissance de la production alimentaire et un contrôle des naissances, la croissance incessante de la production et de la consommation se heurtera avant 2100 à trois crises simultanées : surexploitation des sols entraînant érosion et baisse de la production alimentaire, surexploitation des ressources par une population mondiale à haute consommation, explosion de la pollution entraînant une hausse de la mortalité.

Le mirage technologique

A tous ceux, alors sans doute très majoritaires, qui imaginent que les progrès technologiques sauront répondre aux défis, le rapport fait sien la devise d'un club écologiste américain : « Pas d'opposition aveugle au progrès mais opposition au progrès aveugle. » En

effet, même en supposant que le nucléaire résolve le problème de l'énergie et que l'on ne soit pas limité en ressources, la production croissante entraînera une forte augmentation de la pollution : le coût pour la combattre sera alors très élevé, au détriment d'autres investissements dans des domaines vitaux.

Pour les auteurs, « *la confiance dans la technologie comme solution ultime à tous les problèmes détourne notre attention du problème le plus fondamental – celui de la croissance dans un système fini – et nous empêche d'entreprendre des actions effectives pour le résoudre. Il faudra alors réagir dans l'urgence, et ce sera beaucoup plus douloureux que si la société avait fait elle-même ses choix* ».

Les changements nécessaires

L'humanité est donc à l'heure des choix, « *ce qui entraînera certainement de profonds changements dans les structures économiques et sociales qui ont imprégné la culture humaine au long des siècles de croissance* ».

Les auteurs esquissent ces « *profonds changements* » : il faut tendre vers un « *état d'équilibre global* », « *un système durable sans effondrement soudain et incontrôlable, capable de satisfaire les besoins matériels de base de tous les peuples* ». Dans cet état d'équilibre, la population et le capital investi dans les services, l'industrie, l'agriculture doivent cesser de croître. En revanche, toutes les activités qui ne requièrent pas de puiser largement dans des ressources non remplaçables ou qui ne produisent pas de sévères dégradations de l'environnement peuvent continuer à croître indéfiniment : « *Education, art, musique, religion, recherche scientifique fondamentale, sports, interactions sociales pourront fleurir.* »

Le rapport, adressé d'abord aux décideurs, cherche à les convaincre, chiffres à l'appui, qu'il est urgent d'agir, que le modèle de croissance actuel accroît le fossé entre riches et pauvres, provoque famines et misère, et à plus long terme mène à la catastrophe.

« Dans le passé, écrivent ses auteurs, l'idée que l'on pouvait repousser les limites au lieu de vivre avec a été confortée par l'apparente immensité de la Terre et de ses ressources et par la relative petitesse de l'homme et ses activités. »

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et il y a urgence d'autant plus qu'il y a une forte inertie du système : il s'agit d'agir maintenant pour modifier la donne dans quelques décennies. Et d'appeler à un large débat démocratique sur ce sujet qui n'est rien d'autre que l'avenir de l'humanité.

Un message peu écouté

Cet appel a-t-il été alors entendu ? Il entre certes en résonance avec le premier Sommet de la Terre organisé par l'Organisation des Nations unies (ONU) à Stockholm, en juin 1972. Mais rares sont ceux qui, comme le commissaire européen Sicco Mansholt, sonnent l'alerte : « *Cela a été pour moi une révélation terrible. J'ai compris qu'il était impossible de s'en tirer par des adaptations : c'est l'ensemble de notre système qu'il faut revoir, sa philosophie qu'il faut radicalement changer.* » Et les réactions hostiles dominent, chez les économistes comme chez les politiques. Il faut dire que le rapport Meadows est à rebours des credo productivistes à gauche comme à droite.

Les auteurs du rapport n'en continuent pas moins de travailler. En 1992, ils publient une mise à jour de leur rapport, *Beyond the Limits (Au-delà des limites)* : l'humanité a déjà dépassé les limites de ce que la planète peut supporter. Il est urgent de revenir en arrière. En 2004, une nouvelle mise à jour paraît (*The Limits to Growth. The 30-Year Update*), utilisant une modélisation informatique plus perfectionnée. Le constat est hélas plus pessimiste : l'humanité et ses décideurs, malgré un début de prise de conscience, en particulier sur le changement climatique (le Giec est fondé en 1990), n'ont pas pris de décisions à la mesure des enjeux. Les retards accumulés pour appliquer les bonnes résolutions de la COP 21 sur le climat, tenue à Paris en 2015, continueront à le montrer.

Déjà depuis 1999, l'activité humaine, par son « *empreinte écologique* » – définie par Mathis Wackernagel en 1994 –, a dépassé de 20 % ce que la Terre peut fournir comme ressources et absorber comme émissions. En 2000, le chimiste Paul Crutzen et le biologiste Eugène Stoermer, constatant que l'homme est devenu le principal responsable des déséquilibres naturels de la planète, y voient l'entrée dans une nouvelle ère, « *l'anthropocène* ». Et l'alerte lancée par les scientifiques du MIT il y a cinquante ans est plus que jamais d'actualité. En 2008, le chercheur australien Graham M. Turner compare les scénarios des Meadows de 1972 avec trente ans de données (1970-2000) : il retrouve les projections du scénario standard (c'est-à-dire sans changement fondamental) de *The Limits to Growth*.

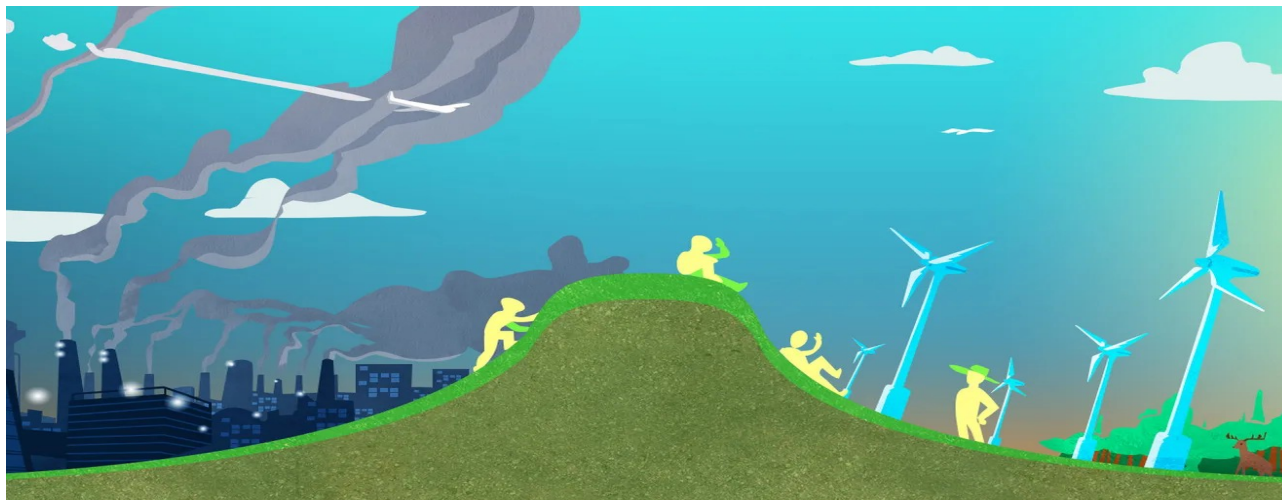
En 2020, la chercheuse américaine Gaya Herrington confirme la pertinence de deux des scénarios initiaux du rapport Meadows qui conduisent à un arrêt de la croissance mondiale, et pense que le scénario optimiste, celui du « *monde stabilisé* », est encore possible en limitant la croissance économique. Tout espoir n'est pas perdu, nous dit lui aussi, encore aujourd'hui, Dennis Meadows : le pire, l'effondrement, n'est jamais sûr. Mais il y a urgence.

L'article à lire pour tout comprendre à la décroissance, prônée par certains candidats à la primaire écologiste

Article rédigé par Mathilde Goupil

Publié le 03/09/2021

France Télévisions



La décroissance est un courant de pensée philosophique, politique, social et économique popularisé en France au début des années 2000. (PIERRE-ALBERT JOSSERAND / FRANCEINFO)

La décroissance plaide pour une frugalité choisie afin de limiter les effets du changement climatique. Popularisée dans les années 2000, elle est de nouveau mise en lumière à l'occasion de la primaire écologiste.

"Nous sommes tous ensemble dans un train qui va à toute vitesse vers un précipice." Voici comment Delphine Batho, candidate à la primaire des écologistes pour la présidentielle 2022, décrit la crise climatique actuelle, sur franceinfo, début août, après la parution d'un rapport choc du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Pour la députée des Deux-Sèvres, une seule solution : embrasser *"la décroissance"*. De Sandrine Rousseau à Jean-Luc Mélenchon, elle n'est pas la seule, à gauche, à vouloir s'inspirer de ce mouvement qui prône une frugalité choisie afin de limiter les effets du dérèglement climatique.

Vous n'êtes pas familier du concept ? Pas de panique, Franceinfo vous a prévu un cours accéléré pour tout comprendre à ce mot qui s'invite dans le débat politique.

Qu'est-ce que la décroissance ?

Il s'agit d'un courant de pensée philosophique, politique, social et économique popularisé en France au début des années 2000. Pour ses partisans, la croissance économique, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), n'est pas soutenable du fait des ressources limitées de la Terre. Elle n'est pas non plus souhaitable au-delà d'un certain seuil car elle échoue depuis la fin des Trente Glorieuses à réaliser le plein emploi, la réduction des inégalités et la satisfaction de la population dans les pays développés, avancent-ils.

Ses théoriciens proposent donc de lui substituer d'autres objectifs issus de la "réflexion sur ce que sont vraiment nos besoins fondamentaux et sur la façon dont on peut y répondre de manière soutenable écologiquement et plus juste socialement", explique à franceinfo Vincent Liegey, ingénieur et auteur notamment d'*Exploring Degrowth : A Critical Guide* (Pluto Press, 2020).

Concrètement, ça passe par quels types de mesures ?

Plus qu'un véritable mode d'emploi pour parvenir à un système décroissant, ses adeptes proposent des mesures dans différents domaines. Une réflexion récurrente est de distinguer les biens et les activités en fonction de leurs conséquences sur le climat, comme avec un taux de TVA différencié en fonction des produits, ou un quota d'unités de charge écologique détenu par chaque consommateur et dans lequel il puiserait chaque fois qu'il achète un bien. Logiquement, nombre des propositions des décroissants touchent aux secteurs des transports, de la construction et de l'alimentation, particulièrement polluants selon l'Insee.

Une autre réflexion qui traverse le courant décroissant est celle sur l'usage et le mésusage (l'usage abusif) des ressources. L'eau pourrait ainsi ne pas être payée au même prix selon qu'il s'agisse "*de la boire ou bien de l'utiliser pour remplir sa piscine*", explique Timothée Parrique, auteur d'une thèse (*lien en anglais*) en 2019 sur la décroissance, qui sera adaptée chez Flammarion en 2022.

Afin d'améliorer la justice sociale, certains décroissants imaginent une taxation plus importante des hauts revenus et la suppression des niches fiscales, dans la lignée des travaux de l'économiste de gauche et spécialiste des inégalités Thomas Piketty. Mais aussi l'instauration d'un revenu maximum ou d'un revenu universel. Enfin, sur le volet du bien-être, de nombreux décroissants prônent la réduction du temps de travail qui permettrait, selon eux, de partager l'emploi existant et d'investir davantage le temps libre pour l'art, la culture et les liens interpersonnels.

Mais au fait, ça vient d'où ?

"*La décroissance n'a pas attendu ce mot pour exister*", note le philosophe Dominique Bourg, directeur de la revue *La Pensée écologique* et soutien de la candidate à la primaire écologiste Delphine Batho. Historiquement, la décroissance est la résultante de deux courants : la critique du développement et la prise en compte des questions écologiques. Le premier est conçu dès le début du XXe siècle par des penseurs pour qui développement ou technique ne vont pas nécessairement de pair avec le bien-être et le progrès humain. Le second naît dans les années 1970 avec un rapport intitulé "*Les limites de la croissance*" (*en anglais*) et les travaux de l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen pour qui la croissance infinie dans un monde fini est impossible.

Pourtant, "*les débats sur la pensée écologiste ont disparu dans les années 1980 avec le rouleau compresseur du néolibéralisme*" et l'effondrement du bloc soviétique, avance Dominique Bourg. Il faut attendre le début des années 2000 pour voir ressurgir une nouvelle prise de conscience, grâce notamment "*aux rapports du Giec et à l'intérêt des médias dominants pour les conséquences du dérèglement climatique*".

En 2002, la revue écologiste *Silence* consacre un numéro à la décroissance. Le mot est notamment popularisé par l'économiste Serge Latouche et le militant anti-pub Vincent Cheynet, et il est bientôt traduit en anglais par "*degrowth*", qui connaît un succès mondial. Le mouvement français connaît son apogée dans les années 2000 (lancement d'une revue et d'un parti politique, organisation de colloques et publication d'une multitude de livres...). Surtout à gauche, mais pas seulement. La décroissance est également reprise par certains milieux catholiques ou d'extrême droite, attirés par l'idée d'un certain ascétisme ou le rejet de la mondialisation, comme l'explique *Le Monde*.

Le bouillonnement militant et intellectuel autour de la décroissance se tasse pourtant dans la décennie suivante, notamment marquée par les divergences de vue entre ses promoteurs puis par le succès de la collapsologie. Pour autant, la décroissance a infusé certains cercles militants, qui la mobilisent pour justifier le développement d'alternatives concrètes comme les ressourceries, les monnaies locales, les jardins partagés et les coopératives.

Pourquoi m'en parlez-vous maintenant ?

Parce que le concept est de nouveau placé sous le feu des projecteurs par la primaire écologiste, qui se tient entre les 16 et 28 septembre. L'une des quatre candidates, l'ancienne ministre de l'Écologie Delphine Batho, revendique la décroissance comme étant au cœur de son engagement. Cette dernière *"est la seule voie réaliste"*, expliquait-elle le 10 août sur franceinfo. Si son intérêt pour le sujet est longuement expliqué dans une note de campagne sur le site de son parti, Génération écologie, la candidate en dit néanmoins très peu sur la manière dont elle compte la mettre en pratique.

S'ils n'emploient pas ouvertement le terme, les autres candidats à la primaire écologiste (mais aussi des figures de la gauche comme Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon) proposent également certaines mesures proches de la décroissance. L'économiste Sandrine Rousseau, qui souligne dans son programme que *"notre Terre n'a pas de ressources illimitées"*, plaide pour *"une véritable fiscalité carbone, en stoppant les subventions aux industries polluantes"* et expliquait le 25 juillet dans l'émission YouTube "Backseat" qu'il faudrait *"évidemment diminuer le volume de nos consommations"*. Le maire de Grenoble, Eric Piolle, qui expliquait sur France Inter le 6 juillet refuser de choisir une *"religion"* entre *"croissantiste"* et *"décroissantiste"*, promet dans son programme la mise en place d'un *"ISF climatique"* pour taxer les particuliers les plus pollués et souhaite *"une loi sur la sobriété numérique qui vise la réduction de l'empreinte carbone de 40% du numérique"* d'ici 2022.

L'ancien chef d'entreprise Jean-Marc Governatori assure lui aussi refuser le débat entre *"croissance et décroissance"*, même s'il souhaite *"mettre en place dès maintenant une activité humaine compatible avec la biosphère dans des objectifs de pleine santé et de plein emploi"*. Également prudent lorsqu'il emploie le mot de décroissance, comme il l'expliquait sur France Inter début juillet, l'eurodéputé Yannick Jadot annonce néanmoins dans son programme qu'il veut *"augmenter la TVA sur tous les produits et services polluants et à l'obsolescence programmée"* et mobiliser *"20 milliards par an dès 2021 et sur 2022-2027 pour la transformation des secteurs les plus polluants"*.

Est-ce que la décroissance a déjà été mise en pratique ?

La décroissance *"n'a jamais été appliquée à grande échelle"*, reconnaît Vincent Liegey, *mais il y a déjà un grand nombre d'espaces dans nos sociétés dans lesquels des mesures décroissantes sont expérimentées au quotidien"*. Entre autres exemples, on peut citer un fourmillement d'initiatives locales autour de la *low tech*, de la permaculture, des circuits courts, mais aussi des espaces comme des ressourceries ou le site de seconde main Leboncoin. Plusieurs pays ont par ailleurs proposé des indicateurs de progrès autres que le PIB, tels que la Nouvelle-Zélande, la Finlande, le Bhoutan... et même la France, depuis 2015. Le développement de la démocratie participative est également salué, avec des expérimentations comme la Convention citoyenne pour le climat. Les mouvements sociaux ne sont pas en reste, avec l'apparition de groupes de défense du climat comme Extinction Rebellion ou Fridays for Future.

Qu'en disent ses détracteurs ?

La décroissance rencontre un grand nombre de critiques, à la fois extérieures et intérieures à ses cercles. Voici les principales :

La critique du "retour en arrière". Pour certains, la décroissance est synonyme d'un refus de la modernité et des technologies. Comme Emmanuel Macron, qui ironisait en septembre 2020 sur ceux qui, critiquant le déploiement de la 5G, préféreraient *"le modèle amish"* et le *"retour à la lampe à huile"*. Dans un monde décroissant, bye bye les SUV et les iPhone 12. Néanmoins, *"la décroissance n'est pas anti-technique, mais pour une réappropriation de la technique au service de l'amélioration du bien-être humain"*, assure l'essayiste Vincent Liegey.

La critique du catastrophisme. Cette première critique va de pair avec une seconde, selon laquelle les décroissants font l'impasse sur l'innovation, qui aurait toujours permis à l'humanité de relever les défis présentés par la nature. *"C'est par la technique qu'on résoudra les problèmes posés. Quand on voit les progrès dans le solaire, l'éolien (...), la mise au point de bactéries pour dévorer des sacs plastiques... Cela peut aller tout aussi vite que le progrès des technologies fondées sur le carbone au XIXe siècle"*, estimait ainsi l'essayiste libéral Gaspard Koenig en septembre 2019 auprès de l'AFP. Il ne faut pas avoir une *"foi aveugle"* dans le progrès, répondent les partisans de la décroissance. Contrairement à ceux qui soutiennent la "croissance verte" ou le "développement durable", ils mettent en avant que l'alliance entre croissance économique et progrès technique n'a jamais prouvé qu'elle permettait de réduire suffisamment (*lien en anglais*) les pollutions pour répondre à l'urgence climatique actuelle.

La critique sur le maintien de la pauvreté. Pour les économistes libéraux, la croissance est un préalable à la redistribution des richesses. Moins de 10% de la population mondiale vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, contre plus de 35% trente ans plus tôt, rapporte en effet la Banque mondiale. Pour ces critiques, les décroissants seraient donc partisans de la récession, et à terme du maintien de la pauvreté dans les pays en voie de développement. Mais la théorie de la décroissance est sélective et ne concerne *"que les pays riches ayant déjà atteint des seuils de production suffisants pour satisfaire les besoins de leur population"*, répond l'économiste Timothée Parrique. *"Les pays du Sud qui vivent dans la pauvreté doivent bien entendu produire ce dont ils ont besoin, mais pour ce faire, encore faut-il que les ressources soient disponibles – d'où la logique d'une décroissance dans les pays du Nord"*, ajoute-t-il. Pour éviter la confusion entre décroissance et récession, *"il faudrait sans doute utiliser un terme comme celui d'acroissance", avec [un] 'a-' privatif"*, plaide Serge Latouche dans *La Décroissance* (Que sais-je ?, 2019).

La critique de la mise en œuvre. Les solutions avancées par les décroissants sont variées mais rarement présentées sous la forme d'un système cohérent qui permet d'envisager sa mise en œuvre concrète, notent plusieurs analystes, y compris parmi les adeptes de la décroissance. Quel système politique adopter pour la prise de décision en commun ? Jusqu'à quel point la production mondiale doit-elle décroître, et avec quelle population ? Comment concilier réduction du temps de travail et besoin accru de main-d'œuvre lié à une plus faible utilisation de la technologie ? *"Tout le monde tâtonne là-dessus depuis dix ans et on n'a pas encore la réponse. Le design d'une société compatible avec la durabilité de la Terre est quelque chose qu'on doit encore créer et qu'on n'a pas devant nous"*, reconnaît Dominique Bourg.

Je n'ai pas eu le temps de tout lire, vous me faites un résumé ?

La décroissance est un courant de pensée issu de la critique de la technique et de la prise de conscience de l'urgence climatique, qui a connu son heure de gloire en France durant les années 2000. Selon ses partisans, la recherche de la croissance économique à tout prix est inutile et dangereuse, puisqu'elle ne permet ni le plein emploi, ni la réduction des inégalités et accroît les dérèglements climatiques. La décroissance est notamment défendue aujourd'hui par la candidate à la primaire écologiste Delphine Batho, mais irrigue toute une partie de la gauche – et même certains mouvements catholiques et d'extrême droite. Ses opposants estiment au contraire qu'il faut lui préférer la "croissance verte", sans renoncer au progrès technique comme moyen de surmonter la crise climatique.

LA DÉCROISSANCE : UNE UTOPIE ?

Olivia Montel

Économiste, ancienne rédactrice en chef de *Problèmes économiques*

À partir des années 1970, la gravité des atteintes environnementales a conduit des économistes à s'interroger sur les bienfaits de la croissance et la possibilité même de sa poursuite. Trois « positions » peuvent être distinguées : la croissance vue comme une solution aux problèmes d'environnement, le capital technique remplaçant le capital naturel ; la prise en compte du respect de la nature dans les processus de croissance ; la condamnation de celle-ci. Pour les tenants de cette dernière position, la croissance n'est pas soutenable dans notre monde fini mais, productrice d'inégalités, de frustrations et d'aliénations, elle n'est pas non plus souhaitable. Olivia Montel explique que, sans adhérer à cette critique radicale du développement, un certain nombre d'économistes insistent sur les méfaits sociaux de la croissance, sur la non-corrélation entre bien-être et PIB, et prônent l'établissement d'indicateurs alternatifs de richesse et la transition vers une économie post-croissance.

Bien que les préoccupations environnementales soient omniprésentes dans les programmes politiques, de l'extrême gauche à l'extrême droite, la voie de la décroissance n'y a encore jamais été défendue ni même débattue de manière rationnelle. Au mieux est-elle prudemment évoquée comme un mot dont il faudrait cesser d'avoir peur.

La décroissance a cette propriété étonnante d'être présentée tantôt comme une idéologie extrémiste et rétrograde, tantôt comme la seule solution raisonnable pour l'avenir, compte tenu de l'épuisement des ressources naturelles et de la menace du réchauffement climatique. Renvoyées dos à dos, caricatures à l'appui, ces deux positions – qui conduisent à se demander ce qui, de la croissance ou de la décroissance, relève le plus de l'utopie –, court-circuitent une réflexion dont on peut difficilement faire l'économie. La corrélation positive forte entre le niveau de PIB par habitant et l'empreinte écologique (voir graphique 1), les rapports successifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et le ralentissement durable de la croissance dans les économies avancées sont en effet autant d'éléments qui posent la question de la soutenabilité à long terme de la croissance économique et devraient créer des conditions favorables à un débat politique et citoyen autour du concept de décroissance. Afin de dépasser les représentations péremptoires de la décroissance, il convient de retracer l'historique du courant, de clarifier le contenu du concept et d'analyser sa portée et ses limites.

Origines de la décroissance

La question des limites physiques à la croissance économique est déjà présente chez les économistes classiques anglais contemporains de la révolution industrielle. Dès le début du XIX^e siècle, Malthus fondait ses recommandations démographiques sur l'idée que la fertilité de la terre limite la croissance des ressources à un rythme inférieur à celui de la population. Il prévoyait également une insuffisance structurelle de la demande. Ricardo, dans le prolongement de son prédécesseur, s'inquiétait de ce que les rendements décroissants de la terre fassent converger les économies vers un état stationnaire. Quelques décennies plus tard, l'économiste Stanley Jevons mettait en garde contre l'épuisement des ressources en charbon. Par la suite, l'essor des paradigmes néoclassiques et keynésiens ont accordé peu de place à l'environnement et aux ressources

capital technique. Dès lors, la croissance, loin d'être un problème, se révèle même être une solution aux problèmes d'environnement ;

- d'autres économistes, davantage influencés par l'écologie, s'orientent vers la recherche d'un cadre institutionnel permettant de poursuivre la croissance en respectant les limites de la nature, modélisées via l'hypothèse de non-substituabilité de certains capitaux naturels ;

- une dernière position consiste à considérer la poursuite de la croissance comme impossible et non souhaitable au vu des dégâts écologiques, sociaux et humains qui lui sont associés. Elle regroupe des personnalités issues d'horizons différents. On y trouve des économistes sceptiques sur la possibilité d'une croissance infinie dans un monde fini, des penseurs critiques du développement reprenant l'héritage des théories de l'échange inégal développées par Arghiri Emmanuel et Samir Amin et les travaux anthropologiques de Marshall Sahlins, des marxistes hétérodoxes critiques de la société de consommation et des rapports salariaux (André Gorz).

Les deux premières positions correspondent aux deux branches principales de l'économie de l'environnement qui se développent à la fin des années 1970. D'un côté, l'économie de l'environnement standard, confiante dans le progrès technique et soucieuse d'internaliser les externalités environnementales via des instruments de politique publique incitatifs respectant au mieux les mécanismes de marché (écotaxes, marchés de droits à polluer) ; de l'autre, l'économie écologique, plus favorable aux normes environnementales car elles permettent de préserver certaines ressources environnementales en deçà de seuils critiques. L'économie de l'environnement standard, tout comme l'économie écologique, acceptent le concept de « développement durable », mais la première dans une version « faible » et la seconde dans une version « forte » (2) . La troisième position constitue la racine du courant actuel de la décroissance.

Dès le départ, ce dernier courant mêle des préoccupations écologiques – le souci de l'impact environnemental de la croissance – et une critique du développement, de la société de consommation et du capitalisme. Il s'institutionnalise d'ailleurs dans les années 1990 avec la rencontre de militants écologistes critiques vis-à-vis de la société de consommation, mettant l'accent sur le rôle joué par la publicité (Casseurs de Pub), et de théoriciens critiques du développement (Serge Latouche, François Partant).

Le noyau dur de la décroissance : un rejet radical du développement

Les arguments de la décroissance

Le cœur de la décroissance repose sur les arguments suivants : une croissance infinie n'est pas soutenable dans un monde fini ; même si la croissance était soutenable à long terme, il faudrait l'abandonner car elle n'est pas souhaitable.

Sur le **premier point**, les penseurs de la décroissance mobilisent la théorie de l'entropie (3) , sur laquelle s'est appuyé l'économiste et mathématicien Nicholas Georgescu-Roegen pour conclure à l'incapacité de croître indéfiniment dans un monde fini. Les économistes, selon N. Georgescu-Roegen, ont oublié dans leurs modèles de prendre en compte les limites de la biosphère. Ils ont en particulier négligé le fait que rien ne se crée ex nihilo : la production induit une dégradation inéluctable des matières utilisées.

Ils réfutent également la théorie du « découplage » selon laquelle, au-delà d'un certain niveau de richesse, le progrès technique permettrait de réduire les pressions exercées sur l'environnement (4) . Certes, le progrès technique permet de diminuer le capital naturel requis par unité produite, mais cet effet est toujours plus que compensé par une augmentation des quantités. Ainsi, l'internet a permis de réduire la consommation de papier pour un volume d'informations échangées donné, mais il a démultiplié l'accès à l'information, poussant in fine la consommation de papier à la hausse. Ce phénomène, connu sous le nom d'« effet rebond », est intrinsèque à ce que les décroissants appellent la « société de croissance ». Lorsque l'organisation économique, les comportements et les mentalités sont orientés vers la recherche de la croissance économique, toute « économie » (au sens propre) dans le processus de production est l'occasion d'accroître les quantités. Ainsi, l'économie de temps permise par des transports performants accroît les distances parcourues ; les gains de productivité sont bien davantage utilisés à augmenter la production qu'à diminuer le temps de travail. Seul un changement radical de mentalités, orientant les comportements individuels et collectifs vers l'économie et la sobriété plutôt que vers le « toujours plus » serait compatible avec le respect de l'environnement. Le développement durable serait alors un non-sens, un « oxymore » selon les termes de Serge Latouche, figure centrale de la décroissance.

C'est toutefois sur le **second point** que les penseurs de la décroissance insistent le plus, avec une critique étayée et multidimensionnelle de la croissance. Leur analyse consiste notamment à démontrer l'argument selon lequel la croissance économique serait l'unique moyen de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations. Loin de répondre au problème de la pauvreté, elle l'entreferait, dans la mesure où elle repose sur une dynamique de création infinie de nouveaux besoins.

Le besoin collectif de produire toujours plus et l'aspiration individuelle à s'enrichir alimenteraient en outre l'aliénation au travail, la frustration, les inégalités, les tensions sociales, les « maladies modernes » (stress, embouteillages, manque de temps...). Sur ce point, les décroissants reprennent les théories sur la contre-productivité et l'aliénation de la technique développées en France dans les années 1960 et 1970 par Ivan Illich, Jacques Ellul ou encore André Gorz (5). La croissance économique irait jusqu'à détruire le lien social et la convivialité en substituant à des relations de proximité souvent non marchandes des rapports marchands anonymes. L'importance accordée par les politiques et les économistes à l'évolution du produit intérieur brut (PIB), un indicateur qui comptabilise sans distinction l'ensemble de ce qui est produit, y compris pour réparer les dégâts environnementaux et sociaux d'autres productions, serait le symptôme le plus aigu de la « religion de la croissance ».

La prise de conscience collective des problèmes environnementaux est bien le point de départ du courant de la décroissance, qui s'est fédéré autour du rejet du « développement durable ». Mais l'argument écologiste n'est qu'un argument supplémentaire, non nécessaire à la conclusion : l'idée fondamentale qui réunit la plupart des « décroissants » est qu'il faudrait renoncer à la croissance économique, même si elle était possible, parce-que c'est souhaitable pour les sociétés humaines, quelles qu'elles soient. Les décroissants rejettent également l'idée que le développement pourrait constituer une forme de progrès social distinct de la croissance : aucun pays ne s'est développé sans croissance économique. Le cœur du courant de la décroissance est ainsi constitué de personnalités hostiles à toute notion de « développement » – terme ne servant qu'à nommer de manière plus

acceptable la croissance – et faisant l'éloge de la sobriété, de la simplicité, du renoncement au superflu.

Portée et limites des arguments de la décroissance

La radicalité de cette position explique en grande partie la marginalité du courant de la décroissance dans le débat public et le peu de soutiens dont il bénéficie ouvertement, y compris dans des milieux écologistes critiques vis-à-vis du productivisme. Son analyse de l'impact de la croissance sur la convivialité et le lien social suscite beaucoup de scepticisme. Même si on laisse de côté la difficulté à analyser ce point de manière scientifique et rigoureuse, on peut dénoncer une idéalisation de la convivialité et du bien-être des sociétés traditionnelles, et notamment des bienfaits des solidarités de proximité. Plus humaines en apparence, ces solidarités sont aussi moins universelles, moins protectrices vis-à-vis des plus fragiles et peu compatibles avec les libertés individuelles.

Une autre critique fréquemment adressée aux décroissants est leur manque de réalisme quant à la nécessité de la croissance : comment l'arrêter alors que son moindre ralentissement a des effets néfastes immédiats sur le chômage et le financement des dépenses publiques, pénalisant en premier lieu les plus pauvres ?

Sur ce point, les décroissants ont parfaitement conscience qu'on ne peut pas stopper brutalement la croissance dans une société dont elle constitue le carburant. Ils ne prônent pas, comme l'affirment ceux qui les caricaturent, la récession programmée du PIB mais un changement radical et global de société. La nécessité de la croissance dans le système économique actuel – qui peut être considéré à ce titre comme une sorte de « machine infernale » – est justement l'un des points-clés de leur critique.

La décroissance ne peut être viable que dans un système économique qui serait « désintoxiqué » de la croissance et fonctionnerait selon une autre mécanique. Il s'agirait donc, dans un premier temps, de le « réencastrer » – selon la terminologie de Karl Polanyi – dans le social et de le réorganiser entièrement selon huit mots d'ordre, les « huit R » (Latouche, 2006) : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler.

Sortir de la société de croissance commande également de remettre en cause le système du crédit, qui en est l'institution fondamentale puisqu'il suppose de produire plus que l'année précédente pour pouvoir rembourser les dettes contractées.

Le « halo » du courant de la décroissance : penser une prospérité dans un monde sans croissance

Autour du noyau dur de la décroissance gravitent des personnalités qui sont favorables à la remise en question de la croissance du PIB comme objectif prioritaire des politiques économiques, mais n'adhèrent pas à sa critique radicale du développement. Bien qu'elles ne forment pas de courant politique ni économique, on peut considérer qu'elles proposent une sorte de version « faible » de la décroissance.

La fin de la croissance comme opportunité

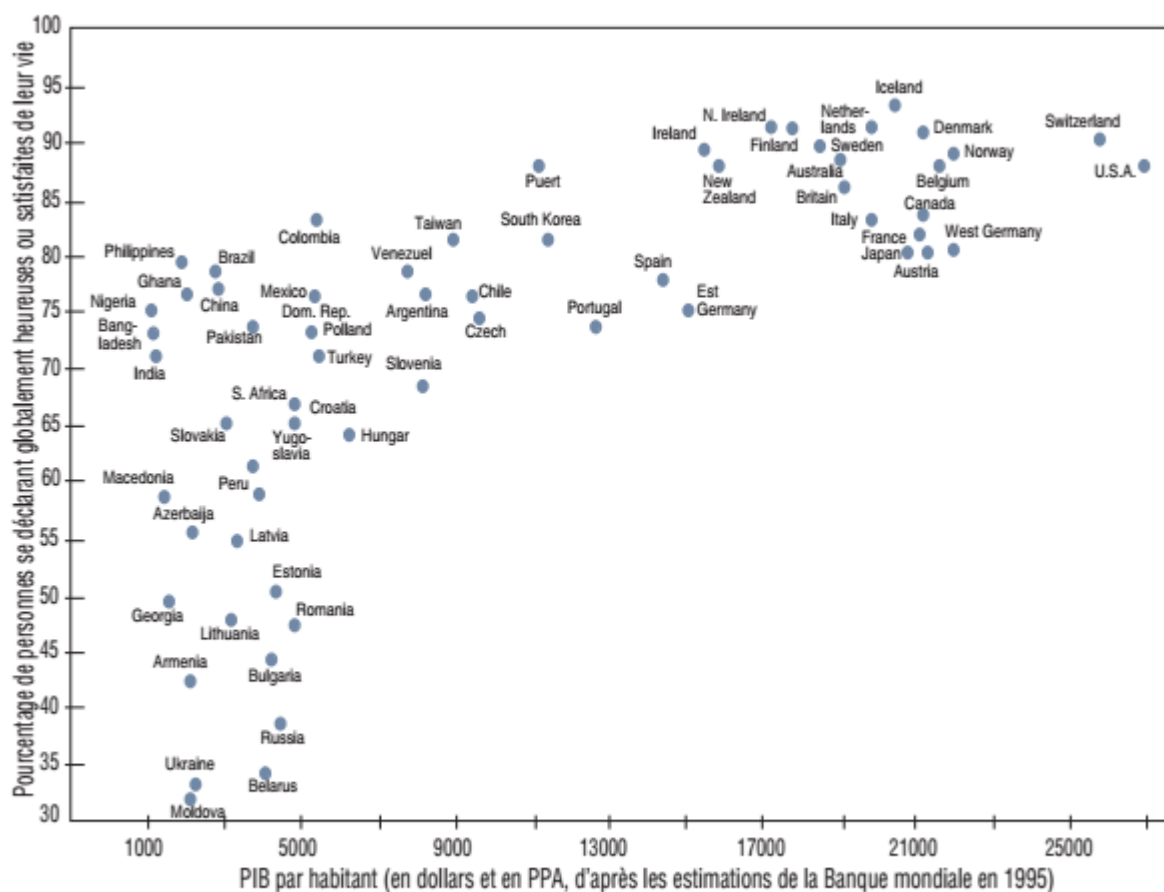
Leurs analyses convergent autour de l'idée qu'il faut prendre acte de la fin de la croissance économique dans les pays riches et adapter notre système économique à cette réalité. Le développement n'est pas remis en question pour les pays les plus pauvres et la croissance n'est pas considérée comme intrinsèquement néfaste. C'est la recherche à tout prix d'une croissance introuvable et de moins en moins productrice de bien-être dans des sociétés riches qui est contestée. Ce halo est constitué de personnalités qui défendent la décroissance dans le sens d'un abandon de la croissance du PIB par habitant comme objectif principal des économies avancées. Le terme est toutefois employé prudemment afin d'éviter toute assimilation au noyau dur de la décroissance dont les positions les plus radicales ne sont pas partagées.

Plusieurs constats et analyses nourrissent cette position consistant à envisager à long terme un système économique sans croissance. Tout d'abord, l'examen des tendances économiques longues, qui tendent à montrer un épuisement de la croissance dans les pays riches. Les Trente Glorieuses, qui restent une référence dans notre imaginaire collectif, apparaissent comme une parenthèse historique. Ensuite, le paradoxe d'Easterlin (1974) (6) montre que, au-delà d'un certain niveau de PIB par habitant, la corrélation entre le PIB par habitant et le bien-être subjectif (7) serait faible voire inexistante. Richard Easterlin constatait que, au sein d'un même pays, les plus riches se déclarent en moyenne plus heureux, mais que le pourcentage de personnes satisfaites de leur vie varie peu dans le temps malgré un enrichissement général (8) . Entre les différents pays, la corrélation entre richesse et sentiment d'être heureux suggère que la croissance économique a des rendements décroissants en termes de bien-être (voir graphique 2).

À ces constats empiriques fait écho une analyse pessimiste de la croissance des trente dernières années dans les pays riches. Malgré une croissance relativement régulière, l'amélioration des conditions de vie serait décevante : chômage de masse persistant dans de nombreuses économies, hausse quasi généralisée des inégalités, dégradation de certains services publics, recul dans certains pays de la protection sociale et des droits des salariés, augmentation de la précarité et du stress au travail, sentiment de déclassement des classes moyennes, dégradation de l'environnement et de l'alimentation, progression de certaines maladies, harcèlement publicitaire... La poursuite de la croissance économique apparaîtrait alors d'autant plus absurde qu'elle n'est plus, dans les pays riches, une dynamique spontanée mais une dynamique qu'on travaille sans cesse à soutenir et à relancer, notamment par des politiques monétaires expansionnistes favorisant les bulles d'endettement. Cette réflexion s'est étoffée dans le contexte de la Grande Récession, qui a fait apparaître de façon brutale les déséquilibres de la croissance des années 1990-2000.

Une grande part de ces analyses convergent autour de la critique de l'inutile et du superflu : dans les économies les plus riches, la satisfaction des besoins arriverait à saturation et les problèmes de pauvreté relèveraient avant tout d'un problème de répartition. La croissance ne serait obtenue qu'au prix de bulles financières et de la création artificielle du besoin de consommer, ce que tendrait à accréditer la part croissante des dépenses de publicité, communication et marketing dans le prix des biens et services. Un parallèle peut également être établi avec la critique de David Graeber sur les « bullshit jobs » (9) , dénonçant l'essor d'emplois inutiles et vides de sens pour les travailleurs : au niveau macroéconomique, une partie de plus en plus conséquente du travail est consacrée non pas à la production matérielle de biens et services mais à l'organisation de cette production (management, conseil, services financiers, etc.) et aux techniques de vente (marketing, publicité).

Graphique 2. PIB par habitant et bien-être subjectif dans le monde (1995)



Source : Worldwatch Institute, State of the world 2008, chapitre 4, figure 4.2, d'après Inglehart R. et Klingemann H.-D. (2000), Genes, Culture and Happiness, Boston, MIT Press.

Indicateurs alternatifs, partage du travail et des richesses

Ces constats débouchent sur la nécessité de développer des indicateurs alternatifs de croissance. La croissance n'est pas intrinsèquement remise en question, pas plus que la notion de progrès. C'est l'élément qui doit croître qu'il faut reconsidérer, ce qui implique au niveau politique d'entamer une réflexion collective sur les activités et les emplois socialement utiles et au niveau technique de s'éloigner du mode de valorisation de la production par le marché véhiculé par le PIB. Tim Jackson (2009), dans son rapport au gouvernement britannique, *Prospérité sans croissance*, propose ainsi une approche de la prospérité fondée sur les « capacités » des individus, dans le sillage des travaux d'Amartya Sen. L'ouvrage fournit par ailleurs de nombreux éléments de réflexion sur la manière dont pourrait être organisé un système économique viable, faisant progresser le bien-être collectif sans croissance du PIB par habitant. On peut rattacher à ce halo de la décroissance l'économiste Jean Gadrey, avec sa réflexion sur les nouveaux indicateurs de richesse et sur la transition vers une société post-croissance, ainsi que certaines personnalités favorables au revenu universel. Dans sa version généreuse, le revenu universel peut en effet être considéré comme une mesure permettant de s'éloigner de la valorisation

Deux questions fondamentales se retrouvent dans les réflexions autour d'une prospérité sans croissance : la réduction des inégalités et le partage du travail. Une partie de l'importance accordée

à la croissance économique réside en effet dans son rôle de pacificateur des relations sociales. Lorsque la richesse par habitant augmente, les classes sociales défavorisées peuvent espérer améliorer leur situation et accéder un jour aux standards de consommation de référence, que ce soit par une mobilité intra ou intergénérationnelle. Une société sans croissance n'est donc viable qu'avec un faible degré d'inégalités, une égalité des chances et une certaine fluidité sociale. Le partage du travail constitue pour les mêmes raisons un élément-clé – il est en quelque sorte le « miroir » du partage des revenus. La transition écologique et sociale peut toutefois créer de nombreux emplois. Jean Gadrey (2011) défend l'idée d'une société post-croissance permettant de répondre au problème du chômage de masse par le développement massif d'emplois destinés à répondre aux besoins sociaux et écologiques. Ces nouveaux emplois ne seraient pas uniquement créés par la technologie verte mais résulteraient aussi de l'amélioration de la qualité sociale et écologique de la production (10) .

●●●

La décroissance, dans sa version forte ou faible, requiert des transformations profondes des systèmes économiques tout comme des mentalités et si les questions soulevées sont pertinentes, les réponses ne sont pas encore pleinement satisfaisantes : comment juger de ce qui est utile et de ce qui est superflu ? Faut-il imaginer un système de valorisation des activités et des produits alternatif au marché et à l'État ? Influencer sur les représentations et les valeurs afin de modifier les préférences des agents ? Dans un contexte d'économie mondialisée, les idées des décroissants et de tout le halo qui s'est développé autour peuvent paraître complètement irréalistes, notamment si on les juge à l'aune de l'opérationnalité à court terme. On peut en revanche apprécier leur contribution à la réflexion sur les changements de moyen et long termes de notre société. Les politiques de développement durable ou de croissance verte n'ont pour l'instant pas permis de relever les défis environnementaux et aucun élément rationnel ne permet d'affirmer qu'elles le feront dans les décennies à venir, si bien que la poursuite de la croissance telle que nous la considérons aujourd'hui – celle du PIB/habitant – peut sembler plus irréaliste que sa fin. Dans ce contexte, toute réflexion sur la décroissance est à considérer avec sérieux. Les postures les plus radicales des décroissants – leur rejet de toute forme de développement et leur critique de la modernité – ne constituent pas des arguments solides pour refuser de réfléchir rationnellement à un système économique sans croissance, ne serait-ce que pour anticiper des changements qui pourraient s'imposer de façon brutale.

« DÉCROISSANCE », UN TERME MAL CHOISI ?

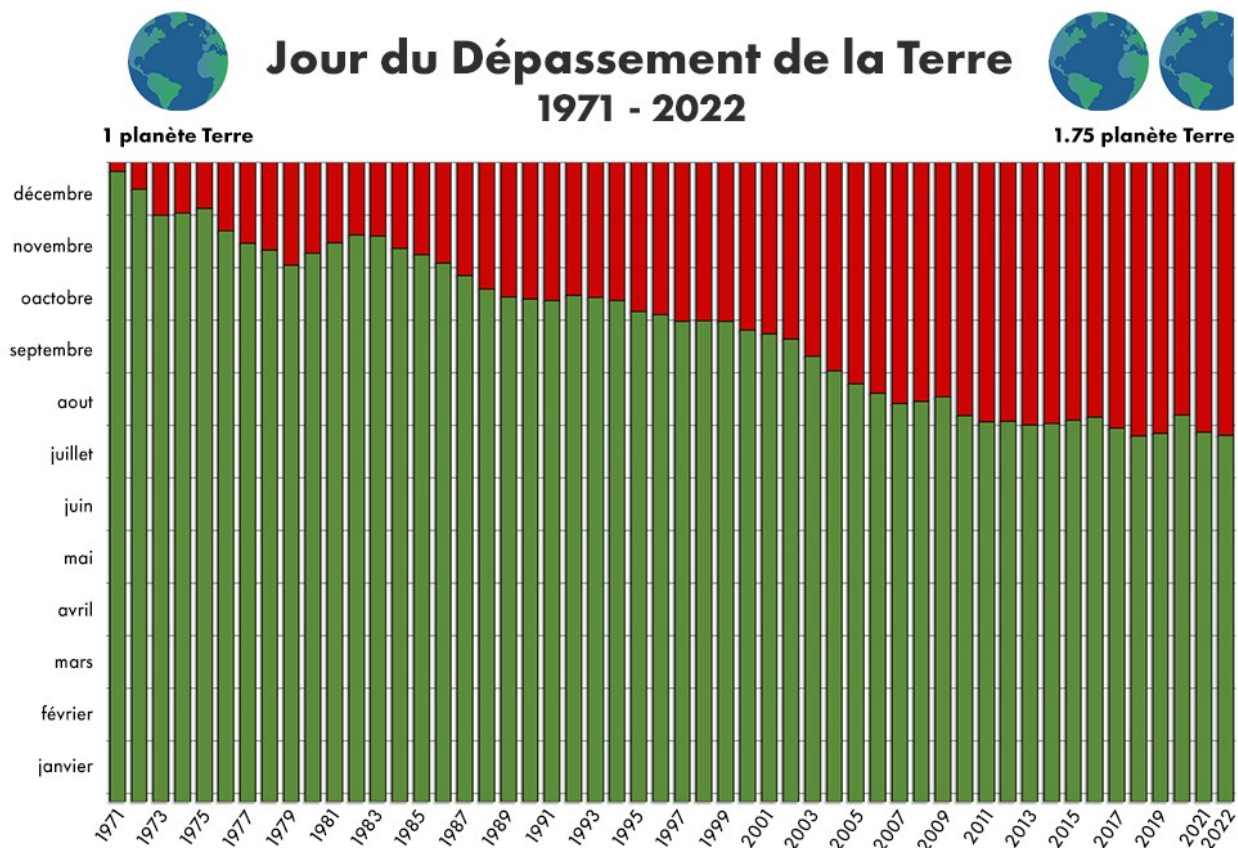
D'abord employé de façon isolée, le terme « décroissance » est popularisé en 1979 quand paraît un recueil d'articles de Nicholas Georgescu-Roegen sous le titre « Demain la décroissance ». Le choix de traduire « descent » par « décroissance » fera l'objet de plusieurs controverses dans les décennies suivantes.

En effet, la décroissance, ce n'est pas décroître au sens propre : pour Serge Latouche (2006), vouloir absolument décroître serait tout aussi absurde que de vouloir absolument croître. Il s'agit de changer de modèle de société, d'abandonner l'impératif de la croissance, non de le remplacer par l'impératif opposé. Ainsi, Jean Gadrey (1) considère-t-il le mot comme particulièrement mal choisi dans la mesure où il dit autre chose que ce qu'il signifie, et dénonce un terme accessible aux seuls initiés : « Pour le commun des mortels, décroître c'est le contraire de croître et il est vraiment très difficile de comprendre que la décroissance n'est pas la croissance négative. Bien entendu, quand on lit Latouche, Ariès ou Cheynet on voit bien que ce qu'ils veulent dire concerne une critique radicale de la religion de la croissance, à laquelle j'adhère. On pourrait parler de post-croissance, ou d'anti-croissance, comme il y a l'anti-pub. Mais choisir un mot slogan qui exige ces lectures pour comprendre qu'il veut dire autre chose que ce qu'il dit, c'est une sérieuse limite à la popularisation des idées ! N'est-ce pas un peu une démarche intellectuelle d'un collectif d'avant-garde doté d'un signe de reconnaissance clair pour ses membres et pas pour les autres ? ». Dans *Le Monde diplomatique*, Serge Latouche suggère de parler plutôt d'a-croissance : « Pour parler de façon rigoureuse, il faudrait sans doute utiliser le terme "a-croissance", comme on parle d'athéisme (2) . L'enjeu est d'ailleurs très exactement celui-ci : l'abandon d'une foi et d'une religion, celle du progrès et du développement ».

Jean Gadrey (2009) note toutefois que le choix du terme « décroissance » ne relève pas uniquement de la maladresse et observe une certaine ambiguïté dans les propos des décroissants. La réduction de la consommation par tête et le retour à un PIB/habitant à des niveaux de référence sont parfois évoqués clairement : « Dans le *Petit traité de la décroissance sereine* de Serge Latouche [...], il est par exemple écrit (p. 90) que le retour à une empreinte écologique soutenable en France pourrait se faire, entre autres mesures, par une réduction du volume de la consommation finale (« réduction de moins de 50 % ») ».

Olivia Montel

Progression du Jour du Dépassement de la Terre au fil des années



Chaque année, la date du Jour du Dépassement de la Terre est calculée en comparant la consommation annuelle de l’humanité en ressources écologiques (Empreinte Ecologique) à la capacité de régénération de la Terre (biocapacité).

Les indicateurs de l’Empreinte Ecologique et de la biocapacité, eux, sont calculés sur la base des Comptes Nationaux d’Empreinte qui sont produits chaque année en utilisant les dernières données publiées par les Nations Unies (2018 pour l’édition 2022) et méthodologie disponibles. L’Empreinte Ecologique et la biocapacité sont alors « actualisées » à l’année en cours en incorporant notamment les dernières données du Global Carbon Project.

Afin de prendre en compte les toutes dernières données et conclusions admises par la science, Global Footprint Network recalcule chaque année la date du Jour du Dépassement de la Terre pour chacune des années passées depuis que le déficit écologique a commencé à se creuser au début des années 1970. Par conséquent, il est inexact de consulter simplement les rapports et articles de presse des années précédentes pour identifier les dates passées. Car une comparaison valable des dates du Jour du Dépassement de la Terre ne peut être effectuée que dans le cadre d’une seule et même édition des Comptes Nationaux d’Empreinte.

Les dates passées du Jour du Dépassement de la Terre, calculées sur la base des Comptes Nationaux d'Empreintes 2022, sont les suivantes:

25 décembre 1971	18 octobre 1988	21 août 2006
14 décembre 1972	15 octobre 1989	15 août 2007
01 décembre 1973	14 octobre 1990	15 août 2008
02 décembre 1974	13 octobre 1991	19 août 2009
04 décembre 1975	15 octobre 1992	08 août 2010
21 novembre 1976	15 octobre 1993	04 août 2011
15 novembre 1977	13 octobre 1994	04 août 2012
11 novembre 1978	07 octobre 1995	03 août 2013
02 novembre 1979	04 octobre 1996	04 août 2014
08 novembre 1980	01 octobre 1997	05 août 2015
15 novembre 1981	01 octobre 1998	06 août 2016
19 novembre 1982	01 octobre 1999	01 août 2017
19 novembre 1983	25 septembre 2000	28 juillet 2018
11 novembre 1984	24 septembre 2001	29 juillet 2019
08 novembre 1985	21 septembre 2002	22 août 2020*
03 novembre 1986	11 septembre 2003	30 juillet 2021
27 octobre 1987	02 septembre 2004	28 juillet 2022
	26 août 2005	

*Le calcul du Jour du Dépassement de la Terre 2020 reflète la baisse initiale de l'utilisation des ressources au cours de la première moitié de l'année en raison des mesures de confinement liées à la pandémie. Toutes les autres années utilisent un taux constant d'utilisation des ressources sur 12 mois.

« Le Giec ouvre la voie d'une décroissance soutenable et conviviale », par **Timothée Parrique**

TRIBUNE. Pour l'économiste, contrairement à certaines interprétations rapides, le GIEC n'annonce pas la possibilité d'une « croissance verte », mais donne au contraire des arguments supplémentaires aux partisans de la décroissance.

Publié le 30 avril 2022 à 08h00

Les scientifiques du Giec sonnent l'alarme : la stratégie de la croissance verte ne suffira pas. N'en déplaise à ceux qui espéraient « découpler » croissance et ressources naturelles, le PIB reste fermement corrélé à l'empreinte matière, la quantité de matériaux mobilisés pour produire toutes les choses que nous consommons. Cette consommation matérielle est essentielle car elle génère plus de 90 % des impacts environnementaux, d'où l'urgence de la réduire. En 2018, l'empreinte matière d'un français moyen était de 17,1 tonnes, soit 8 % de plus qu'en 1992. Le PIB a beau augmenter plus vite que l'empreinte matière, nous sommes très loin – et de plus en plus loin – de la limite soutenable des 7,7 tonnes par habitant. Le constat est donc sans appel : réduire notre consommation de matériaux n'est pas possible dans une économie qui produit toujours plus.

Si le découplage matière est impossible, certains ont plus d'espoir concernant le découplage carbone. Certes une poignée de pays ont réussi à stabiliser leurs émissions de carbone, mais sans toutefois parvenir à vraiment les réduire. Certains parlent un peu vite de « bonne nouvelle » faisant référence à l'un des articles cités par le Giec. En effet, dans une étude de novembre 2021, un groupe de cinq chercheurs dirigés par Klaus Hubacek, l'auteur du chapitre sur le découplage dans le rapport du Giec, a montré que 14 pays avaient, entre 2015 et 2018, fait l'expérience d'un découplage absolu, c'est-à-dire une croissance du PIB juxtaposée à une baisse de l'empreinte carbone. A cet égard, les pays de l'UE ont diminué leurs émissions de 8 % entre 1995 et 2015. Une bonne nouvelle me direz-vous. Il y a pourtant un hic : cette baisse est des plus insignifiantes. Pour mettre en perspective ce chiffre, l'objectif de la Commission Européenne est de réduire les émissions de 55 % d'ici 2030. D'où la conclusion des auteurs sur l'insuffisance de la stratégie de la croissance verte : « *il semble de plus en plus évident que même un découplage absolu généralisé et rapide pourrait ne pas suffire à atteindre ces objectifs [les 1,5 °C ou 2°C de l'Accord de Paris] sans une certaine forme de décroissance économique* ».

Oui, vous avez bien entendu. L'étude principale utilisée par le Giec prône la décroissance. Le concept est d'ailleurs utilisé plusieurs fois dans le rapport sur l'adaptation ainsi que dans celui sur l'atténuation. Cela n'a rien de surprenant. Si toute production demande plus ou moins directement des matériaux et si une grande partie de la production émet des gaz à effet de serre, produire moins permet d'accélérer la réduction des pressions environnementales. C'est la logique du éviter-changer-améliorer que le Giec utilise dans le Chapitre 5 du rapport sur l'atténuation. Pourquoi s'évertuer à verdir la production de quelque chose que l'on pourrait simplement éviter de consommer ? Pour réduire les émissions dès maintenant, il est plus efficace de moins prendre l'avion ou d'arrêter de manger de la viande plutôt que d'investir dans le développement d'avions à hydrogène et de viande cultivée, des solutions hypothétiques aux impacts environnementaux incertains.

Quand les riches détruisent la planète

Cette approche par la demande est d'autant plus importante que les émissions sont fortement concentrées. C'est écrit noir sur blanc dans le sommaire du dernier rapport du Giec : « *les individus au statut socio-économique élevé contribuent de manière disproportionnée aux émissions* ». En effet, les 10 % des plus

riches à l'échelle de la planète sont responsables de 47,6 % des émissions totales, soit 4 fois plus que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Les pays à hauts revenus ne représentent que 16 % de la population mondiale mais ont consommé 74 % de tous les matériaux depuis 1970, avec des empreintes matière individuelles allant jusqu'à 25 tonnes alors que la majeure de l'humanité n'a pas encore dépassé la limite soutenable des 7,7 tonnes. Ces chiffres viennent confirmer ce qu'Hervé Kempf disait déjà il y a presque vingt ans : les riches détruisent la planète. Les chiffres concernant l'aviation sont sans appel. Si 1 % de la population mondiale est responsable de 50 % des émissions de l'aviation commerciale, réduire la demande de ces surconsommateurs est une stratégie d'atténuation bien plus efficace qu'investir dans une décarbonisation lente et incertaine de tout le secteur.

Nous savons que les pays du Sud vont avoir besoin de davantage de ressources pour se développer. À l'urgence écologique s'ajoute donc l'urgence morale de réduire au maximum l'usage des ressources et les émissions dans les pays qui peuvent se le permettre. Nous avons besoin d'une nouvelle stratégie de développement durable : une décroissance conviviale dans les pays développés qui permettrait un développement soutenable dans les pays du Sud. C'est la seule stratégie qui permettrait d'atteindre « *le bien-être pour tous sans dépassement des limites planétaires* » – la phrase phare du rapport sur l'atténuation du changement climatique. Dans un monde aux contraintes écologiques de plus en plus serrées, nous devons partager notre patrimoine naturel de manière plus équitable.

Pour les pays riches, la qualité de vie n'est plus liée au PIB

Et c'est peut-être ici que le Giec nous offre une bonne nouvelle. La réduction de la consommation dans les pays riches peut rapporter un double dividende en termes de soutenabilité et de bien-être. En effet, la qualité de vie dans les pays développés n'est plus déterminée par le PIB, et cela depuis longtemps. À quoi bon s'évertuer à produire et consommer davantage si cela n'améliore pas notre santé, nos niveaux d'éducation, la qualité de nos relations sociales et de nos institutions, et notre bonheur ? Privilégier la sobriété heureuse, la simplicité volontaire, ou l'hédonisme alternatif, des modes de vie plus lents et plus joyeux, réduirait nos empreintes matière/carbone tout en améliorant notre qualité de vie.

Pour rendre ces nouveaux modes de consommation possible, nous n'avons pas le choix : il faut fondamentalement réorganiser l'économie. De nouvelles pistes existent déjà. Remplaçons le PIB par un tableau de bord d'indicateurs comme les budgets bien-être Néo-Zélandais et la comptabilité d'entreprises par des scores d'impact. Mettons fin à la propriété lucrative et privilégions les modes de production non-productivistes comme les coopératives à lucrativité limitée, la low-tech, et les communs. Démarchandisons le travail à travers la garantie de l'emploi et la réduction du temps de travail. Réinventons la monnaie avec des monnaies alternatives, des banques à but non lucratif, et une finance solidaire. Protégeons le pouvoir de vivre avec la mise en place d'une garantie sociale, d'un salaire à vie, ou d'une dotation inconditionnelle d'autonomie. Démocratisons l'économie avec la mise en place de Conventions citoyennes pour le bien-être et réduisons les inégalités économiques, écologiques, et sociales pour permettre un socialisme participatif.

Le chantier est vaste mais les idées ne manquent pas : une économie convivialiste faite de communes frugale et d'entreprises contributives, un système d'organisation qui pourrait prospérer sans croissance. Cessons donc d'attendre ce messianisme verdissement de la croissance (qui n'arrivera sûrement jamais), carte joker d'un capitalisme socialement injuste et écologiquement intenable. Le PIB est un indicateur absurde qui appartient à une vision de l'économie qu'on devrait considérée comme obsolète. La foire aux idées est déclarée ouverte. Le véritable défi de ce début de XXIe siècle est d'inventer un système économique qui permette le bien-être de tous sur une planète en bonne santé. À nous de le relever.

UNE SOCIÉTÉ DE DÉCROISSANCE EST-ELLE SOUHAITABLE ?

Serge LATOUCHE

Professeur émérite de l'Université de Paris-Sud, et objecteur de croissance.

Le mot décroissance est d'un usage récent dans le débat écologique, économique et social ; il a été utilisé à partir de 2002 comme un slogan provocateur, pour dénoncer la mystification de l'idéologie du développement durable 1 . Il désigne désormais un projet alternatif complexe, et qui possède une incontestable portée analytique et politique.

La croissance est un phénomène naturel et comme tel indiscutable. Le cycle biologique de la naissance, du développement, de la maturation, du déclin et de la mort du vivant et sa reproduction sont aussi la condition de la survie de l'espèce humaine, qui doit se métaboliser avec son environnement végétal et animal. Les hommes ont tout naturellement célébré les forces cosmiques qui assuraient leur bien-être sous la forme symbolique de la reconnaissance de cette interdépendance et de leur dette envers la nature à cet égard. Le problème surgit quand la distance entre le symbolique et le réel disparaît. Alors que toutes les sociétés humaines ont voué un culte justifié à la croissance, seul l'Occident moderne en a fait sa religion. Le produit du capital, résultat d'une astuce ou d'une tromperie marchande, et le plus souvent d'une exploitation de la force des travailleurs, est assimilé au regain des plantes. L'organisme économique, c'est-à-dire l'organisation de la survie de la société, non plus en symbiose avec la nature, mais en l'exploitant sans pitié, doit croître indéfiniment, comme doit croître son fétiche, le capital. La reproduction du capital/économie fusionne à la fois la fécondité et le regain, le taux d'intérêt et le taux de croissance. Cette apothéose de l'économie/capital aboutit au fantasme d'immortalité de la société de consommation. C'est ainsi que nous vivons dans des sociétés de croissance. La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial sinon le seul de l'économie et de la vie. Il ne s'agit pas de croître pour satisfaire les besoins reconnus, ce qui serait une bonne chose, mais de croître pour croître. La société de consommation est l'aboutissement normal d'une société de croissance. Elle repose sur une triple illimitation : illimitation de la production et donc du prélèvement des ressources renouvelables et non renouvelables, illimitation dans la production des besoins – et donc des produits superflus, illimitation dans la production des rejets – et donc dans l'émission des déchets et de la pollution (de l'air, de la terre et de l'eau).

Pour être soutenable et durable, toute société doit se donner des limites. Or la nôtre se glorifie de s'affranchir de toute contrainte et a opté pour la démesure. Certes, dans la nature humaine quelque chose pousse l'homme à se dépasser. Cela constitue à la fois sa grandeur et une menace. Aussi toutes les sociétés, exceptée la nôtre, ont cherché à canaliser cette aspiration et à la faire travailler au bien commun. En fait, quand on l'investit, par exemple, dans le sport non marchandisé, cette aspiration n'est pas nuisible. En revanche, elle devient destructrice quand on laisse libre cours à la pulsion d'avidité (« recherche du toujours plus ») dans l'accumulation de marchandises et d'argent. Il faut donc retrouver le sens des limites pour préserver la survie de l'humanité et de la planète. Avec la décroissance, il s'agit de sortir d'une société phagocytée par le fétichisme de la croissance.

La décroissance n'est pas l'alternative, mais une matrice d'alternatives qui rouvre l'aventure humaine à la pluralité de destins et l'espace de la créativité, en soulevant la chape de plomb du

totalitarisme économique. Il s'agit de sortir du paradigme de *l'homo œconomicus* ou de l'homme unidimensionnel de Marcuse, principale source de l'uniformisation planétaire et du suicide des cultures. En toute rigueur, il faudrait parler d'a-croissance comme on parle d'a-théisme, avec ce « a » privatif grec. D'ailleurs, il s'agit bien pour nous de devenir des athées de la religion de la croissance... Il s'ensuit que la société d'a-croissance ne s'établira pas de la même façon en Europe, en Afrique sub-saharienne ou en Amérique latine, au Texas et aux Chiapas, au Sénégal et au Portugal. Il importe de favoriser ou de retrouver la diversité et le pluralisme. On ne peut donc pas proposer un modèle clefs en mains d'une société de décroissance, mais seulement l'esquisse des fondamentaux de toute société non productiviste soutenable, et des exemples concrets de programmes de transition.

La conception de la soutenabilité sociétale peut être synthétisée sous la forme d'un « cercle vertueux » de sobriété en 8 « R » : Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Redistribuer, Relocaliser, Réduire, Réutiliser, Recycler. Ces huit objectifs interdépendants constituent une rupture révolutionnaire susceptible d'enclencher une dynamique vers une société autonome sereine et conviviale de prospérité sans croissance. Toutefois, les programmes de transition seront nécessairement réformateurs. En conséquence, beaucoup de propositions « alternatives » qui ne se revendiquent pas explicitement de la décroissance peuvent y trouver leur place. La décroissance offre ainsi un cadre général qui donne sens à de nombreuses luttes sectorielles ou locales favorisant des compromis stratégiques et des alliances tactiques. Sortir de l'imaginaire économique implique cependant des ruptures bien concrètes. Il s'agira de fixer des règles qui encadrent et limitent le déchaînement de l'avidité des agents (recherche du profit, du toujours plus) : protectionnisme écologique et social, législation du travail, limitation de la dimension des entreprises, etc. Et en premier lieu la « démarchandisation » de ces trois marchandises fictives que sont le travail, la terre et la monnaie. Leur retrait du marché mondialisé marquerait le point de départ d'une réincorporation/réencastrement de l'économie dans le social, en même temps qu'une lutte contre l'esprit du capitalisme.

Finalement, la redéfinition du bonheur comme « abondance frugale dans une société solidaire » correspondant à la rupture créée par le projet de la décroissance suppose de sortir du cercle infernal de la création illimitée de besoins et de produits et de la frustration croissante qu'il engendre. L'autolimitation est la condition pour aboutir à la prospérité sans croissance et éviter ainsi l'effondrement de la civilisation humaine.

RÉPONSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX MEMBRES DE LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT – 29 juin 2020

Extrait de l'allocution orale

Mesdames et Messieurs les ministres, Monsieur le président du CESE. Mesdames, Messieurs les parlementaires. Mesdames, Messieurs, chers amis, chers 150, merci d'être là.

Dans ce jour un peu particulier et dans cette maison qui est la vôtre et celle de toutes les Françaises et tous les Français. Et en vous écoutant un instant, je dois dire, c'était assez émouvant d'entendre à la fois la conviction, les idées, les propositions, ce que vous avez porté, mais aussi ce que vous avez vécu et les pages que vous avez transmises - et je serai votre ambassadeur dès cet après-midi, je vous rassure - ne disent sans doute pas tout de l'expérience humaine unique que vous avez portée, partagée. Et notre démocratie, c'est aussi cela, c'est de pouvoir débattre entre personnes qui ont des accords et des désaccords sur des sujets aussi essentiels pour le présent et l'avenir de notre pays comme de notre planète, et de savoir tirer quelques conclusions, quelques lignes de convergence.

[...] En 9 mois, la Convention citoyenne a renouvelé de manière inédite les formes de la démocratie et bousculé le système. Et si cette expérience est une réussite, c'est avant tout par la qualité du travail que vous avez produit. Vous l'avez rappelé, c'est une question difficile qu'aucun pays du monde n'a vraiment à ce stade résolu qui vous avez été posée : comment réduire d'au moins 40 % par rapport à 1990, nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, dans un esprit de justice sociale ? Vous vous êtes formé, vous avez auditionné, vous avez travaillé, vous avez débattu et vous avez répondu avec profondeur et intelligence. Vous avez répondu par un plan touchant à de nombreux domaines les déplacements, l'agriculture, le bâtiment, la responsabilisation des entreprises et des consommateurs. Et à la fin de ces 9 mois, ce temps d'une grossesse qui vous a permis d'aboutir à ce travail, vous avez remis à la ministre Elisabeth BORNE ce que vous aviez réussi à faire, conjuguant ambition et recherche de consensus. Et je veux saluer dans le travail que vous avez constamment mené cette ambition parce que vous aussi compris l'état dans lequel nos démocraties se trouvent. Certains d'entre vous l'ont dit, nous avons pris une claque. Certains ont découvert l'urgence. Mais vous avez tous pesé, le fait qu'on ne peut pas répondre à cette urgence en divisant, en opposant, en culpabilisant. C'est parfois l'erreur que nous avons faite, moi-même le premier. On ne peut y arriver qu'en embarquant l'ensemble de nos concitoyens et donc en trouvant les voies d'un vrai consensus. C'est ce que vous avez cherché entre vous, et c'est maintenant ce que nous devons collectivement chercher au sein du pays pour que l'ensemble de vos propositions deviennent une réalité.

D'abord parce que l'urgence est là, vous l'avez rappelé, plus prégnante encore qu'au moment où nous avons lancé vos travaux. La planète pourrait être sur une trajectoire de plus 7 degrés d'ici 2100, la biodiversité continue de se dégrader, les choses ne s'améliorent pas spontanément. Depuis 3 ans nous avons commencé à déployer un agenda écologique en étant le premier pays au monde à fermer ses centrales à charbon, en mettant fin aux permis d'hydrocarbures, en donnant l'objectif de classer 30 % de notre espace maritime et terrestre en aires protégées. Mais ce que vous avez démontré c'est que nous devons aller beaucoup plus loin, beaucoup plus fort, qu'au fond même si nous avons déjà un bilan, l'histoire s'accélérait il est insuffisant. Le défi climatique nous impose de

faire beaucoup plus. Au fond, ce que vous nous dites c'est que le temps est venu de faire, d'agir. Et ce temps d'action concrète, c'est celui que votre travail inaugure.

[...] Vous l'avez très bien dit, ce que vous proposez c'est un projet cohérent. Ce ne sont pas une série de mesures qui s'additionnent. C'est un projet cohérent pour mieux vivre, un projet humaniste auquel j'adhère. Notre société a besoin d'une transformation profonde qui nous permette de respecter nos engagements internationaux et qui nous permettent de faire notre part, nous Français, pour lutter contre le réchauffement climatique et pour lutter pour la biodiversité. Et de rester une grande nation géopolitique, de continuer à financer notre modèle social qui est lui aussi très ambitieux et nécessite de produire pour le financer, et que tous ensemble nous arrivions à vivre mieux et améliorer la qualité de la vie.

C'est pourquoi il y a quatre principes que je partage avec vous et qui sont pour moi les piliers de votre projet et de ce que je vois comme véritablement la transformation écologique que notre pays peut porter.

Le premier, c'est que vous avez assumé, décidé et je le partage de placer l'écologie au cœur du modèle économique en faisant le pari de l'investissement dans les transports, les énergies, les technologies de demain. Et quand je dis ça, ça n'est pas simplement une formule, ça veut dire qu'ensemble, nous décidons de ne pas faire deux autres choix. Il y a un choix possible qui est de continuer à dire le cœur de notre modèle économique, c'est de produire sans se soucier de l'écologie. Plus exactement, l'écologie, c'est ce que les économistes appelleraient une externalité négative et on la corrige après. Ce n'est plus possible ! Nous sommes aux limites du système.

On doit remettre l'ambition écologique au cœur du modèle productif, c'est-à-dire chercher par ses transformations, ses investissements à produire différemment, à l'évaluer, à le mesurer, à transformer nos capacités. C'est le choix qui est derrière vos propositions et c'est un changement profond de philosophie.

Mais le deuxième choix auquel vous tournez le dos aussi, c'est celui qu'on appelle le modèle de la décroissance. Vous ne proposez pas, et j'ai entendu comme vous parfois beaucoup de caricatures sur vos propositions, vous ne proposez pas de ne plus produire. Et je crois comme vous que ce ne serait pas une réponse au défi qui est le nôtre. Vous voulez qu'on produise pour servir ce modèle, un modèle humaniste. Mais si nous disions collectivement pour réussir ce défi écologique, il faut moins travailler, moins produire, j'aurais une réponse simple à vous apporter, je vous dirais en bonne foi : si nous produisons moins nous travaillons moins nous ne pourrions plus financer le modèle social qui est le nôtre. La crise sanitaire nous l'a fait vivre et les débats dans lesquels nous sommes au sortir de cette crise nous le montrent, nous avons besoin là aussi d'investir de l'argent public dans notre santé. Nous pouvons l'investir parce que nous produisons. Un modèle de décroissance, c'est un modèle de décroissance aussi de notre modèle social. Et les chiffres que nous avons vécu dans cette période certes ont permis dans les métropoles d'améliorer la qualité de l'air et c'est ça qu'il faut réussir à consolider en changeant les modes de transport, c'est ce que vous proposez.

Mais une économie quasiment à l'arrêt n'a réduit que de 8 % les émissions. Et donc on voit bien que le choix de décroissance n'est pas une réponse au défi climatique non plus. Non, remettre l'écologie au cœur du modèle productif, faire le pari de l'investissement dans les transports, les énergies, les

technologies de demain est pour moi ce premier pilier qui réconcilie économie et écologie que vous assumez et auquel je crois.

Investir, transformer, innover, c'est ce qui correspond à notre pays, à cette philosophie des Lumières qui nous a fait. C'est en étant plus intelligent, en sachant changer les comportements, en investissant sur les domaines les plus importants pour notre pays et notre économie que nous saurons relever ces défis.

Investir dans les transports propres, rénover nos bâtiments, inventer les industries de demain, investir aussi dans des domaines que parfois vous n'avez pas traités dans vos travaux mais qu'il nous faut assumer comme les énergies décarbonées, les réseaux, la préservation des ressources en eau. Je pense à ce sujet que nous avons commencé à embrasser dans le cadre d'un gros travail avec les collectivités locales. Nous continuons à être un pays qui gaspille énormément d'eau, il faudra investir là aussi dans nos réseaux de distribution et ça fait partie de cet esprit, de cette philosophie, des mesures que vous portez.

L'Etat prendra toute sa part. C'est pourquoi dès le plan de relance que nous sommes en train de préparer, 15 milliards d'euros supplémentaires sur 2 ans seront injectés dans la conversion écologique de notre économie.

Nous allons mettre en place un fonds de transformation écologique de notre économie dans le plan de relance, avec là aussi de manière sous-jacente un objectif qui apparaît partout dans vos propositions : le fait que ce modèle est cohérent avec un objectif d'indépendance. Remettre plus d'écologie dans notre modèle productif, c'est aussi par notre organisation renforcer l'indépendance européenne et française. [...]

Figaro Vox

COP 27 : « La décroissance n'est pas une option, misons plutôt sur la « croissance durable » »

Par Raphaël Pinault

Publié le 21 novembre 2022

Essayiste et prospectiviste, Antoine Buéno publie *L'effondrement (du monde) n'aura (probablement) pas lieu* (Éditions Flammarion, 2022).

FIGAROVOX. - La prolongation de la COP27 au 19 novembre témoigne de négociations sur le fil. Quel bilan faut-il tirer de cet événement?

Antoine BUÉNO. - Un bilan faible, malheureusement. Pas nul puisqu'un accord pour la création d'un fonds spécifique dédié aux «pertes et dommages» subis par les pays du Sud a été conclu in extremis. Mais le contenu concret de cet accord reste encore à déterminer. Et surtout, cette COP n'a pas permis d'avancer sur l'essentiel, c'est-à-dire les engagements étatiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Même si les engagements actuels étaient scrupuleusement respectés (ce qui représente un gros «si») la trajectoire d'augmentation des températures dépasserait largement les recommandations du GIEC (éviter un réchauffement de plus de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle) puisque nous nous acheminerions vers un réchauffement de 2,6 à 3°C d'ici à la fin du siècle.

Vous avez publié en octobre « L'Effondrement (du monde) n'aura (probablement) pas lieu. » Pourtant tous les voyants semblent au rouge, du réchauffement climatique à la surpopulation en passant par le stress hydrique...

Le titre de mon livre n'est rassurant que dans une certaine mesure. Dire que l'effondrement n'aura pas lieu ne signifie pas que tout va bien, encore moins que le monde de demain sera rose. Je ne minimise en rien la crise écologique: elle est cataclysmique. Et elle risque de rendre le monde de demain abominable. Mais sans doute plus dans le sens d'une planète affreusement inégalitaire que d'un effondrement généralisé. L'hypothèse qui me semble la plus probable est celle d'un effondrement de la Nature sans effondrement de la civilisation actuelle. Une perspective donc différente de celle de Mad Max, mais qui n'a pour autant rien de bien réjouissante...

Plus précisément, mon livre peut se résumer à une phrase: l'effondrement est possible mais pas inéluctable. Je ne rejette donc pas en bloc l'hypothèque d'un arrêt systémique et global de notre civilisation. Au contraire, j'explore les scénarios pouvant y conduire. Il y en a deux: celui de la «panne sèche», qui nous mènerait à l'abîme faute de ressources naturelles, et bien sûr celui de la «cocotte-minute», à savoir celui d'un réchauffement climatique incontrôlé. Mais ces scénarios ne sont pas certains. On peut fortement douter de celui de la «panne sèche» car l'humanité bénéficie depuis des décennies d'une dynamique d'abondance qui n'a aucune raison de s'enrayer. Cette dynamique fait interagir en permanence la disponibilité géophysique des ressources, leur prix et l'innovation technologique. À plus long terme, nous pourrions compter sur les ressources spatiales. Le scénario de la cocotte-minute est le plus probable des scénarios apocalyptiques. Mais nous

pouvons encore agir pour l'éviter. Pour ce faire, deux solutions sont aujourd'hui présentées au débat public : la décroissance et la croissance durable.

Vous écarterez la décroissance comme solution pérenne face à la crise environnementale. Pourquoi?

Il faut d'abord définir le terme. Décroître signifie organiser volontairement une réduction de la production et de la consommation globale (à l'échelle d'un pays ou du monde). La décroissance ne peut être considérée comme une véritable solution pour trois raisons principales. La première relève du pur réalisme: aujourd'hui, personne n'en veut. Elle n'est à l'agenda d'aucun pays. Deuxième raison de ne pas considérer la décroissance comme une solution: on ne peut pas décroître seul. Même si un pays décidait demain de mettre en œuvre une politique de décroissance, dans un monde ouvert et interdépendant comme le nôtre, cela ne mènerait qu'à une politique isolationniste, d'autarcie. Donc une catastrophe économique de type Corée du Nord. Enfin, même si la décroissance était recherchée à une échelle continentale ou globale, elle ne pourrait conduire qu'à une chute incontrôlable du niveau de vie de l'humanité. Les théoriciens de la décroissance affirment qu'il est possible de réduire la production en maintenant ou même en augmentant le niveau de vie humain. C'est utopique. Même au moyen de politiques socialistes ou communistes de redistribution massive, on ne peut pas faire toujours plus (de bien être) avec toujours moins (de biens et de services).

Vous plaidez pour une «croissance durable». Comment se traduirait-elle concrètement? N'est-ce pas un vœu pieux?

Aujourd'hui, la croissance durable est effectivement un vœu pieux. Voire un mantra, un moyen de se rassurer, de se raccrocher à quelque chose. Mais peut-elle devenir une véritable voie? C'est la question qui est à l'origine de mon livre. Selon moi, la réponse est oui. La voie est étroite et escarpée, mais c'est une véritable voie et surtout la seule qui s'offre à nous. Encore faut-il savoir précisément de quoi on parle. Schématiquement, la croissance durable suppose une triple transition énergétique (décarboner l'énergie), agricole (passer à l'agroécologie) et industrielle (passer à la circularité). Ce qui suppose une remise à plat totale de l'économie mondiale. C'est sans doute le plus grand défi qui se soit jamais présenté à l'humanité. Pour pouvoir le relever, il va falloir de tout: de l'engagement citoyen, du volontarisme politique, des mécanismes de marché et de l'innovation technologique. Idéalement aussi de la modération démographique car même en retenant des hypothèses optimistes, la triple transition économique sus-décrite sera insuffisante.

Ce dont il faut avoir conscience, c'est que le scénario de la croissance durable est autant que celui de la décroissance un scénario révolutionnaire car y parvenir suppose de changer radicalement le monde. En particulier le capitalisme que la transition imposera d'encadrer beaucoup plus étroitement que nous ne le faisons aujourd'hui. Ainsi, pour réduire l'intensité matérielle et énergétique de l'activité humaine, il faudra tôt ou tard administrer les prix des énergies fossiles, de l'eau et des matières premières. Ce qui plombera la croissance. La croissance durable ne peut être qu'une croissance faible et aller de pair avec des politiques sociales de redistribution. La question écologique et la question sociale ne peuvent être traitées séparément. Faute de quoi nous courrons à l'explosion politique. Ce dont a par exemple témoigné l'épisode des «gilets jaunes»...

Le citoyen a-t-il vraiment une marge de manœuvre ou la solution viendra-t-elle d'en haut?

Si votre question est «Le citoyen peut-il, à son niveau, contribuer efficacement à réduire l'empreinte écologique collective?», la réponse est «Relativement peu.» Changer le monde pour le rendre durable suppose de tout changer à toute échelle, de celle de l'ordre international à celle du citoyen consommateur. Il n'y aura donc bien sûr pas de transition sans collaboration individuelle. Mais s'il faut donner un ordre de grandeur, il faut dire que l'essentiel doit venir du haut. Disons au moins 80 % d'en haut pour 20 % d'en bas. Cette répartition a d'ailleurs déjà fait l'objet d'évaluations. L'étude *Faire sa part* du think-tank Carbone 4 estime ainsi qu'il est peu réaliste d'attendre plus de 10 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre des gestes individuels dans un pays comme la France. On peut arriver à 20 % en faisant des efforts. Mais ce sont les structures qu'il faut prioritairement changer. Un exemple parlant: pour s'éclairer, un Allemand DOIT consommer du charbon. De plus, compter sur l'individu fait courir le risque de ne rien faire, ou pas assez, à l'échelle collective pertinente. Donc oui à la responsabilisation citoyenne, mais non à la culpabilisation individuelle. On peut aussi effectuer une synthèse de votre question en disant que, dans les pays démocratiques, le citoyen dispose d'une marge de manœuvre importante pour pousser les décideurs à prendre les décisions qui s'imposent «d'en haut». C'est tout l'enjeu de l'activisme écologiste qui se déploie aujourd'hui. Contrairement à ce que l'on peut parfois lire ou entendre en ce moment, ces actions n'ont en conséquence rien d'inutile...

“ Non à la décroissance, mais oui à la croissance verte, pour notre économie !”



La *green economy* constitue une révolution technologique. Mais attention, il ne faut pas créer de nouvelles taxes pour se donner bonne conscience. Faute de quoi, gare à la décroissance, avec tous les dangers qu'elle suscitera, met en garde notre chroniqueur Marc Touati, président du cabinet ACDEFI.

Par Marc Touati

Publié le 20 juin 2020

Des animaux sauvages se baladent tranquillement dans des villes désertées, une réduction exceptionnelle des émissions de gaz à effet de serre, un globe terrestre métamorphosé par la baisse de la pollution... Les images et les vidéos du retour en force de la nature pendant le confinement de la planète ont fait le tour du monde et ont évidemment marqué les esprits. D'aucuns ont alors appelé à la poursuite de ce mouvement et à la suprématie de l'écologie.

Seulement voilà, derrière la beauté des images, dignes du monde des Bisounours, la dure réalité a vite repris le dessus et a rappelé que ce confinement mondial a aussi engendré la plus forte récession internationale depuis la seconde guerre mondiale et ses corollaires, en l'occurrence, une flambée du chômage, une augmentation de la pauvreté et une exacerbation des tensions sociales au sens large. Ces tristes évolutions nous ont ainsi montré qu'au-delà d'un succès marketing indéniable, l'écologie à tout prix est loin d'être la panacée. En effet, derrière cette "noble cause" peuvent aussi se cacher des sous-entendus très pernicious voire dangereux, à commencer par la théorie de la décroissance.

Pour mieux comprendre cette problématique, il faut remonter à une question qui n'a cessé de faire réfléchir les économistes depuis des siècles et encore plus aujourd'hui, à savoir : Comment faire de la croissance infinie dans un monde fini ? En effet, dans la mesure où la terre est ronde et où nous vivons dans un monde à l'horizon spatiotemporel limité, la croissance infinie ou durable ne peut a priori pas exister. Cette dernière ne serait donc qu'une illusion qui devient une bulle et qui finit forcément par exploser. Dans ce cadre, la seule solution possible semble résider dans ce que l'on appelle la décroissance. Celle-ci signifie simplement qu'après avoir trop crû, nous devons désormais décroître et baisser notre niveau de PIB, donc de richesses.

Si cette théorie apparaît séduisante, elle pêche néanmoins par au moins deux voies, qui viennent d'ailleurs d'être confirmées empiriquement par la pandémie de Covid-19. D'une part, si, pour des pays riches, il est, à la rigueur, possible de concevoir la décroissance, cette dernière est parfaitement inégalitaire pour des pays en développement, qui n'auraient donc pas le droit de croître et de rattraper leurs grands frères de l'Occident. Sous couvert d'égalitarisme, la théorie de la décroissance et son alliée, celle de la démondialisation, ne reviendraient donc finalement qu'à maintenir, voire aggraver, l'écart qui sépare les pays riches des moins riches.

N'oublions pas qu'il y a trente ans, les pays émergents, qu'on appelait à l'époque les PVD (les pays en voie de développement), ne réalisaient qu'environ 10% de la croissance mondiale. Depuis 2002, grâce à la mondialisation et aux transferts de technologies et de capitaux qu'elle a permis, ils sont devenus les locomotives de la croissance mondiale. Depuis 2009, ils réalisent chaque année près de 80% de cette dernière.

D'autre part, le deuxième travers de la décroissance concerne tant les pays émergents que le monde dit développé. Il s'agit du fait que sans croissance, il n'y a pas d'emploi. Et sans emploi, les revenus reculent et la grogne sociale monte. L'exemple de la flambée du chômage qui a frappé la totalité des pays développés au lendemain de la crise de 2009 montre combien la décroissance peut coûter cher. Or, en 2009, le PIB mondial n'a reculé que de 0,1%. En 2020, il devrait s'effondrer de plus de 5% en moyenne annuelle. C'est dire le marasme social qui nous attend... Autrement dit, si la révolution verte doit passer par la décroissance, le chômage et la crise sociale, il y a clairement un problème de durabilité et tout simplement de faisabilité.

Comme le monde vient d'en faire tristement l'expérience, la décroissance n'est pas donc pas la solution, comme certains voudraient nous le faire croire. Bien au contraire. Pour autant, le dilemme de la croissance infinie dans un monde fini reste entier et appelle une réponse efficace. En fait, le seul moyen de générer une croissance infinie ou durable dans un monde fini passe tout simplement par l'optimisation de l'existant, principalement au travers du progrès technologique. Ainsi, comme cela s'observe depuis le XVII^{ème} siècle, le développement économique repose sur des cycles de long terme qui naissent avec les révolutions technologiques. Le processus est toujours le même : la révolution technologique génère une forte hausse des investissements dans ces nouveaux secteurs, qui, à son tour, entraîne une croissance vigoureuse et de fortes créations d'emplois, notamment via le processus de destruction créatrice, qui consiste à supprimer des emplois dans les anciens secteurs d'activité pour en créer beaucoup plus dans les nouveaux. Ensuite, une phase de maturité s'installe au travers d'un mouvement de fertilisation de la révolution technologique à l'ensemble de l'économie.

Ainsi, si la dernière révolution a été celle des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication), nous avons la chance de voir s'ouvrir devant nous une multitude de révolutions technologiques : tout d'abord, celles du numérique et de la robotique, mais aussi les NTA (Nouvelles technologies de l'agroalimentaire), les nanotechnologies, la santé et bien sûr les NTE, les Nouvelles Technologies de l'Energie et leur corollaire, la *green economy*. Mais attention, cette dernière ne consiste pas à créer de nouvelles taxes pour se donner bonne conscience. Car si tel est le cas, la *green economy* instaurera une nouvelle phase de décroissance, avec tous les dangers qu'elle suscitera. Non, cette révolution verte doit se traduire par une augmentation de l'innovation et des

dépenses de Recherche & Développement à bon escient, c'est-à-dire avec des conséquences concrètes en termes de créations de richesses et d'emplois.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les Etats-Unis depuis plus de 20 ans, mais aussi la Chine qui est dernièrement devenue le pays qui investit le plus en R&D dans les énergies renouvelables. Quant à l'Europe et à la France, si elles étaient leaders dans les NTE dans les années 80, elles ont largement perdu cette avance au profit d'une augmentation des dépenses publiques principalement utilisées pour colmater les brèches d'une société en mal de renouveau et entretenir le train de vie d'Etats beaucoup trop coûteux et donc trop soucieux, pour que rien ne change, d'augmenter les impôts.

La médaille de la *green economy* a donc bien deux faces : l'une restrictive et contre-productive de la décroissance et l'autre, créatrice de richesses et d'emplois, de l'investissement efficace et de l'innovation. Espérons que, pour une fois, les Français et les Européens sauront choisir la bonne.

Marc Touati, économiste, Président du cabinet ACDEFI

Son dernier livre, Un monde de bulles, est toujours en tête des ventes de sa catégorie sur Amazon.fr.

Son nouveau livre RESET - Vers une réinitialisation mondiale sortira le 2 septembre 2020



Du rapport Meadows à Pablo Servigne : la lente apparition du thème de l'effondrement



Par Salomé Bonneyrat

Publié le 10 novembre 2021

« *L'utopie a changé de camp : est aujourd'hui utopiste celui qui croit que tout peut continuer comme avant* » prévoient Pablo Servigne et Raphaël Stevens dans *Comment tout peut s'effondrer* (Seuil, 2015). Ou comment résumer le basculement de notre société de plus en plus inquiète face aux perspectives d'un changement climatique. Dans son livre *L'écologie et la narration du pire*, la sociologue et enseignante, Alice Canabate retrace l'émergence de ce que l'on appelle aujourd'hui couramment la « collapsologie », un courant de pensée s'intéressant à l'effondrement possible de nos civilisations industrielles.

Tout commence en 1972, avec le rapport du Club de Rome, *Les limites à la croissance*, plus connu sous le nom de « rapport Meadows ». Rédigé par Dennis Meadows et deux autres chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT), il ouvre pour la première fois sur « *un horizon catastrophiste* » pour les décennies à venir.

Apparition de la collapsologie

Le rapport Meadows a prôné la nécessité de mettre fin à la croissance pour préserver les sociétés humaines d'un effondrement annoncé et stabiliser tant l'activité économique que la croissance démographique. Les chercheurs évoquent, notamment, l'idée d'une taxe s'appliquant au marché de l'industrie, dans le but de stopper net la croissance et de réorienter l'économie vers l'agriculture. Pour que cette économie sans croissance puisse être acceptée par le plus grand nombre, les auteurs proposent de répartir équitablement les richesses.

Un prêche dans le désert ? Non : les deux chocs pétroliers d'octobre 1973 et de 1979 seront perçus, par certains, comme une validation du rapport Meadows. Selon Alice Canabate, l'idée d'effondrement émerge alors véritablement. Par la suite, l'historien américain Jared Diamond se penchera lui-même sur le sujet, en cherchant à comprendre, comment et surtout pourquoi une société comme celle de l'île de Pâques tend à s'écrouler. C'est le thème principal de son livre-phare, *Effondrement* – publié outre-Atlantique en 2005 et traduit chez nous l'année suivante.

C'est dans ce contexte que la collapsologie apparaît en France au début des années 2010 avec la fondation de l'Institut Momentum, par la journaliste Agnès Sinäi, épaulée par l'ancien ministre Yves Cochet. Le succès en librairie de *Comment tout peut s'effondrer* permet ensuite d'installer définitivement la « collapsologie » dans le champ médiatique et intellectuel français.

Effondrement et solidarité

Une idéologie qui s'appuie sur la méfiance vis-à-vis d'une certaine forme de progrès et véhicule le récit d'un désastre écologique dans lequel, après avoir épuisé toutes les ressources fossiles terrestres, notre civilisation connaîtrait à son tour un effondrement soudain où se mêle, guerres de ressources, famine et graves récessions.

Les fictions sur le monde de demain ne sont cependant pas tous survivalistes : ils avancent aussi des propositions, qu'il s'agisse d'un nouveau mode d'agriculture, pour nourrir durablement l'ensemble de l'humanité, ou de changements sociétaux comme l'égalité homme femme. À rebours de l'individualisme survivaliste, Pablo Servigne et Gauthier Chapelle insistent dans *L'autre loin de la jungle* (Seuil, 2017), sur le fait que ceux qui survivent le mieux aux conditions difficiles ne sont pas forcément, les plus forts mais ceux qui s'entraident le plus.



Faire moins d'enfants pour sauver la planète : itinéraire d'une thèse vivace

Par Edouard de Mareschal

Publié le 09 octobre 2018

L'idée selon laquelle la croissance démographique représenterait une menace écologique imminente obtient un regain d'attention, depuis la publication d'une étude qui préconise de faire moins d'enfants pour réduire son empreinte carbone.

Faut-il faire moins d'enfants pour sauver la planète? L'idée refait surface depuis la publication en juillet 2017 d'une étude dans la très sérieuse revue anglo-saxonne *Environmental Research Letters*. Celle-ci liste plusieurs actes concrets pour lutter contre le réchauffement climatique.

Parmi les actes les plus banals, on trouve le fait de changer ses ampoules, abandonner son sèche-linge, recycler, faire sa lessive à l'eau froide ou encore opter pour une voiture hybride. Viennent ensuite les cinq options les plus efficaces selon l'étude: adopter un régime végétarien, se fournir en électricité verte, éviter les vols transatlantiques, abandonner la voiture et... avoir un enfant en moins.

Reprise dans les médias français, l'étude provoque régulièrement une polémique. La dernière date de lundi, lorsqu'elle a été citée dans une infographie de l'AFP qui accompagnait la sortie du dernier rapport des experts du Giec. Devant les protestations, l'agence a dû se défendre de «faire la promotion du malthusianisme».

Dès sa publication par les chercheurs Seth Wynes et Kimberly A Nicholas, l'étude a provoqué un large débat dans la communauté scientifique. Certains détracteurs ont critiqué la méthode utilisée: ils ont relevé un décompte multiple des émissions carbone. Sur un vol transatlantique par exemple, on ne peut pas imputer les émissions sur l'individu qui le prend, et aussi sur ses parents qui ont décidé de le mettre au monde. Mais surtout, cette thèse exclut tout scénario dans lequel la trajectoire des émissions globales deviendrait neutre ou négative.

Surconsommation

D'autres relèvent que l'étude se focalise sur la sphère privée, alors que les comportements individuels peuvent avoir un impact beaucoup plus important dans la sphère professionnelle ou dans les actions collectives. Ils estiment aussi que l'étude sous-évalue le rôle de la surconsommation dans la dégradation de l'environnement. Enfin, ils jugent que la liberté de fonder une famille est un droit fondamental.

Ce n'est pas la première fois que la démographie siège sur le banc des accusés. Dans une tribune publiée mardi dans *Le Monde*, des scientifiques appelaient à «freiner la croissance de la population», estimant que démographie et environnement étaient des sujets «indissociablement liés». Déjà en 1992, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) estimait que la Terre était «au bord du gouffre», et que la baisse de la croissance démographique était le principal levier pour lutter contre les émissions de carbone.

En France, l'idée a aussi trouvé de l'écho chez des personnalités politiques comme l'écologiste Yves Cochet. Dans un colloque sur la décroissance, l'ex-député Vert s'était prononcé pour la «grève du troisième ventre», c'est-à-dire pour une dégressivité des aides sociales à partir du troisième enfant. «Ces thèses ne pèsent plus rien dans l'écologie politique», assurait mardi le député européen Yannick Jadot. «Yves Cochet était influencé par les grandes théories de l'effondrement global qui ne tiennent pas la route.»

Y a-t-il donc un lien entre la démographie et les émissions de gaz à effet de serre? «Sans aucun doute», répond le professeur François Gemenne, spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement à Sciences-Po. «Mais la polémique vient de la façon dont les scientifiques présentent la natalité», poursuit-il. «Elle est vue comme une variable d'ajustements technique parmi d'autres, alors qu'elle dépend de considérations qui dépassent très largement la question du climat. On ne peut pas dire aux gens de ne pas avoir d'enfants comme on leur interdirait de circuler sur les voies sur berges. Éthiquement, ce n'est pas possible. C'est une restriction beaucoup plus grande de la liberté individuelle.»

Derrière cette «tentative maladroitte» de prendre en compte l'argument démographique, François Gemenne souligne qu'il ne faut pas éluder l'enjeu majeur du niveau de développement. Afin d'étayer ses dires, l'universitaire cite deux exemples: Pour une population équivalente, la Chine émet actuellement trois fois plus de gaz à effet de serre que l'Inde. Autre cas éloquent: l'Afrique, qui est le continent à la plus forte progression démographique, est aussi celui dont la progression des émissions de gaz progresse le moins.

«Tous les ouvrages sérieux abordent la question de la démographie dans la lutte contre le réchauffement climatique» abonde l'écrivain et réalisateur Cyril Dion. «Comme l'explique Paul Hawken dans *Drawdown*, cela passe par l'éducation des filles. Quand une jeune fille termine le cycle secondaire, elle a généralement moins d'enfants au cours de sa vie active car son éducation lui laisse le choix.»

Mais Cyril Dion lui aussi estime que la démographie n'est pas la seule en cause. Le mode de vie entre en compte. «L'empreinte écologique d'un Américain sera de l'ordre de sept planète, quand celle d'un Bangladais atteindra à peine 0,5 planète.» Le mode de vie occidental, véhiculé comme modèle à l'étranger, pose donc un problème majeur. «L'Occident a gagné la bataille du récit. Il a imposé son mode de vie qui est aujourd'hui visé par la Chine, l'Inde ou le Brésil. Aujourd'hui, il faut changer nos comportements et construire un autre récit, montrer que l'on s'est planté et que ce mode de vie nous conduit dans le mur», conclut-il.



Accepter que la liberté s'arrête là où commence la planète

Par Charlotte Belaïch

Publié le 02 avril 2019

Globale par essence, l'urgence écologique peine à trouver un écho dans un système politique gouverné par le court terme. Peut-on amener les citoyens à abandonner d'eux-mêmes un mode de vie suicidaire ? Ou faut-il les y obliger pour la survie de tous ?

«Face à l'urgence, des mesures s'imposent à tous dès le 1^{er} septembre de cette année, notamment la limitation stricte des naissances à une par femme dans le monde entier. [...] Ces mesures peuvent sembler autoritaires et brutales. Elles nous sont imposées par notre laisser-aller collectif depuis des décennies.» L'auteur de ces lignes travaille à Matignon, au plus près d'Edouard Philippe. Gilles Boyer, quand il n'écrit pas de romans, conseille le Premier ministre. Dans *Un monde pour Stella* (JC Lattès, 2015), il imagine la mission d'une économiste chargée de réfléchir à une nouvelle gouvernance, nécessaire à la survie de l'espèce humaine, en 2045. Une fiction révélatrice des questions qui travaillent le réel (1).

Ecolos caricaturés

L'astrophysicien en vogue Aurélien Barrau écrivait, lui, dans une tribune publiée en août dans *Diacritik* : *«Les initiatives locales et la volonté citoyenne ne suffisent plus. Il est aujourd'hui vital que des décisions politiques drastiques - et contraignantes donc impopulaires - soient prises».*

Et revoici le spectre de la dictature verte, agité par les adversaires de l'écologie pour discréditer ses défenseurs. Attention aux écolos et, avec eux, à un monde où la contrainte dévore la liberté. Ces derniers, militants ou scientifiques, sont d'ailleurs bien souvent gênés par le sujet et parfois un peu irrités de voir l'un des leurs prêter le flanc à cette caricature qui leur coûte. Pourtant, la question de la capacité de la démocratie à répondre à la crise environnementale est constitutive de la pensée écologique, et se pose avec insistance. D'abord discutée du côté de la philosophie, elle émerge dans le débat public. *«Au pied du mur, à la dernière heure, on s'interroge, juge le philosophe Michel Terestchenko, interrogé par Libération. Depuis le 11 Septembre, les sociétés ont accepté un recul démocratique. Il n'est pas déraisonnable de s'interroger sur les régressions plus importantes qui pourraient résulter de la crise écologique, dont les conséquences sont bien plus graves que la menace terroriste.»*

Avant d'imaginer les contours de cette «tyrannie», des intellectuels ont, depuis longtemps, identifié les points faibles de la démocratie représentative. Sa temporalité : les élus sont assignés au court terme du fait des mandats électoraux, alors que la question environnementale impose de penser sur le temps long. Sa géographie : elle prend forme dans l'Etat-nation, quand la crise écologique est globale. Mais aussi, et surtout, son principe fondateur : les individus confient leur liberté politique à des représentants, et jouissent ainsi d'une autre forme de liberté, individuelle. Or il y a désormais une contradiction entre cette conception, qui permet *«à chacun de produire et*

consommer le plus possible», et «la sauvegarde de ces nouveaux biens publics que sont la stabilité du climat ou l'intégrité des services écologiques», écrivent Dominique Bourg et Kerry Whiteside dans leur essai, Vers une démocratie écologique (Seuil, 2010) .

«Tyrannie bienveillante»

La démocratie moderne, fondée dans un contexte de progrès technologique, s'inscrit dans une vision du monde toujours extensible, expliquent le philosophe et le professeur de sciences politiques. Le philosophe Thomas Schauder abonde : *«Le libéralisme politique et économique nous a confortés dans l'idée que la liberté était la valeur cardinale, et qu'elle devait gagner toujours plus de terrain, que l'Etat devait la préserver et non la restreindre. Mais cette absence de limite vient se heurter à la limite des ressources. Une vérité fondamentale vient brutalement se rappeler à nous : un monde sans contraintes n'existe pas.»*

Comment alors changer de logiciel intellectuel ? Comment faire en sorte que les citoyens renoncent à une part de leur liberté individuelle qui, à force de buter contre la finitude du monde, le fera imploser ? Pour certains, il faut passer par la contrainte. L'idée naît dans les années 70. Le politologue américain William Ophuls plaide par exemple pour une prise de pouvoir par des *«écologistes rois»*. Hans Jonas, philosophe, père du principe de précaution, évoque également en 1979, dans *le Principe responsabilité*, l'hypothèse d'une *«tyrannie bienveillante, bien informée et animée par la juste compréhension des choses»* si les hommes n'arrivent pas à s'imposer d'eux-mêmes la modération nécessaire à leur survie.

Quarante plus tard, nous ne pouvons que constater que cela n'a rien d'évident. Dans *Dictature verte (Presses du Midi, 2010)* , l'écologue Michel Tarrrier imagine une *«écocratie»*, pas arbitraire mais coercitive. Dans le domaine des transports par exemple, il préconise la restriction du trafic aérien, l'instauration d'un péage dans les centres-villes ou encore, dans certains cas, l'obligation du covoiturage.

Reste à savoir qui dirigerait ce régime. Des intellectuels ? Des scientifiques ? *«L'élite éclairée, elle est elle-même bloquée dans le système»*, répond Agnès Sinaï, cofondatrice de l'Institut Momentum. Quand bien même leurs intentions seraient louables, ces tyrans bienveillants seraient-ils incorruptibles ? Selon l'historienne des sciences et de l'environnement Valérie Chansigaud, interrogée par *Libération*, *«c'est une idée qui est déconnectée de l'enseignement de l'histoire»* : *«Attenter aux libertés au nom d'un intérêt supérieur, c'est le modèle de tous les régimes autoritaires, qui finissent toujours par privilégier une classe.»*

Hans Jonas ne disait pas autre chose. Treize ans après *le Principe responsabilité*, interrogé par *Der Spiegel* sur la possibilité d'une *«sorte de dictature économique éclairée au sein de laquelle les philosophes seraient rois, ainsi que l'exigent de nombreux adeptes convaincus de l'environnement»*, il répondait : *«On peut esquisser dans l'abstrait un projet de dictature en vue de sauver l'humanité. Mais comment se représenter qu'une élite effectivement altruiste parvienne au pouvoir, qu'elle demeure altruiste et que son désintéressement soit également reconnu ? [...] Il s'agit là d'une sorte d'utopie qui ne peut pas se traduire dans la réalité.»* Il jugeait pour autant le *«renoncement à la liberté individuelle»* *«inéluçtable»*. Sa «dictature verte» n'était donc pas un horizon souhaitable, mais plutôt un avertissement destiné à convaincre l'individu de renoncer de lui-même à une part de sa liberté.

Efforts équitables

Comment alors amener les citoyens à y consentir ? Par plus de démocratie, répondent de nombreux écologistes. Interrogé par *Libération*, le philosophe Dominique Bourg explique : *«On ne peut plus laisser à chaque individu le choix de ses modes de vie. Le seul moyen de l'accepter, c'est une démocratie plus directe. Quand ça touche un truc aussi fondamental, il faut être d'accord sur l'objectif, que chacun dise oui ou non. C'est ça, une démocratie écologique.»* La «dictature verte» passerait ainsi par un référendum. Mais pour avoir l'assentiment des citoyens, encore faut-il qu'ils soient éclairés. *«Ce qui est embêtant avec l'écologie, c'est que ça demande des citoyens conscients.»* Le péril environnemental est tel qu'il nous dépasse, nous submerge. Nous savons, sans avoir vraiment intégré, sans pouvoir envisager. *«C'est trop gros, ça sature notre façon de penser. L'idée de la fin de la civilisation est sidérante»*, explique le chercheur Luc Semal.

Plus directe, la démocratie écologique serait donc aussi plus délibérative. *«On ne peut pas se contenter d'un référendum, juge Agnès Sinäi. Pourquoi pas instaurer des conventions de citoyens tirés au sort mais représentatifs de la population et les former aux différents enjeux ? Il faudrait ensuite que leurs décisions soient contraignantes. C'est ce qu'on appelle le consentement éclairé. Les gens seraient capables de renoncer à certaines choses s'ils étaient formés, et s'ils avaient un sentiment de justice.»* C'est l'autre pilier de cette démocratie renouvelée. *«L'exemplarité est épuisante pour l'individu quand il y a autour de lui une débauche de consommation, juge Luc Semal. En situation de pénurie ou de tensions sur les ressources, le rationnement est assez bien accepté, du moment qu'il est juste. Une société peut choisir la sobriété s'il y a une forme de partage équitable des efforts. On est sur un raisonnement assez proche de ce qu'on dit pour l'impôt : il y a une réduction du consentement quand on considère qu'il est injuste.»* Valérie Chansigaud ajoute : *«Ce n'est pas la liberté individuelle qui aboutit à la dégradation de l'environnement, c'est la liberté de certains individus. Une démocratie totalement inégalitaire en est-elle vraiment une ?»*

Ce ne serait donc pas tant le régime qu'il faudrait changer, que l'idéologie capitaliste qui l'anime. Les gouvernements autoritaires de ce monde sont d'ailleurs rarement un modèle en matière d'écologie, voire clairement climatosceptiques, comme l'analyse l'historien Jean-Baptiste Fressoz, qui n'hésite pas à parler de «carbo-fascisme».

Toujours interrogé par le magazine *Der Spiegel*, Jonas questionnait : *«Se pourrait-il que la modernité ait été une erreur qui doit être rectifiée ? La voie sur laquelle nous nous sommes engagés grâce à cette alliance du progrès scientifique et technologique et de l'accroissement de la liberté individuelle est-elle la bonne ?»* Il est permis d'en douter. *«Dans la situation actuelle on peut encore réfléchir, juge le militant écologiste Michel Sourrouille. Mais si on échoue, dans cinq ou dix ans, on risque une rupture brutale. Quand un pays traverse des difficultés, il y a une tendance à confier sa destinée à un homme ou une femme forte.»* Certains l'imaginent déjà : un régime fasciste, qui planifie l'accaparement des dernières ressources par une frange de la population. A ce moment-là, la dictature verte apparaîtrait comme un moindre mal...